

Sous le haut patronage de
Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République



CNOSF LE 28 MAI 2024



Intervenants du Forum de la Trêve Olympique

Mardi 28 mai 2024 au CNOSF

→ 10h00 : Ouverture du forum



Jean-Pierre MOUGIN
Président du Comité
Français du Fair Play



David LAPPARTIENT
Président du CNOSF
Membre du CIO



Animateur :
Frédéric BRINDELLE
Journaliste

→ 10H30 – 11H30 : 1ère TABLE RONDE : TRÊVE OLYMPIQUE
et JOP de PARIS 2024 « LA POLITISATION DU SPORT »



Alexandra de NAVACELLE de
COUBERTIN
Présidente de l'association
familiale Pierre de Coubertin



Vincent PASQUINI
Responsable coopération
Internationale Paris 2024



Pierre RABADAN
Adjoint aux Sports de la
Ville de Paris



David LAPPARTIENT
Président du CNOSF
Membre du CIO

→ 11H30 – 12H30 : 2ème TABLE RONDE : LA
JEUNESSE ET L'ÉDUCATION PAR LE SPORT



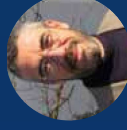
Guillaume DIETSCH
Enseignant STAPS
Université Paris-Est
Crétail



Edouard ANDREAASSIAN
Directeur National
adjoint de l'UNSS



Véronique MOREIRA
Présidente de l'USEP



Fabrice BOISJUMEAU
Vice-Président de l'UGSEL

→ 13H30 – 14H30 : 3ème TABLE RONDE : LA PARTICIPATION DES
ATHLÈTES RUSSES ET BIÉLORUSSES
AUX JOP DE PARIS ET « LE BOYCOTT DES JEUX OLYMPIQUES »



Lukas AUBIN
Directeur de
Recherche à l'ITIS



Michel TAUBE
Président de Opinion
Internationale



Samuel DUCROQUET
Ambassadeur du
Sport au NEAE



Jeno KAMUTI
Président du Comité
International du Fair Play



Jean-Pierre MOUGIN,
président du CFFP ouvre le Forum



Frédéric BRINDELLE,
journaliste animateur du Forum



David LAPPARTIENT,
président du CNOSF accueille le Forum dans l'amphithéâtre
Nelson PAILLLOU

INTRODUCTION

Frédéric BRINDELLE



Bienvenue pour ce nouveau forum organisé par le Comité Français du Fair Play, pour un sport sans violence. A la veille des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, nous allons aborder la question centrale de la trêve olympique, avec trois tables rondes : la première intitulée « Trêve olympique et JOP de Paris 2024 : la politisation du sport » s'appuiera sur la symbolique, l'histoire ; la deuxième table ronde aura pour thème « La jeunesse et l'éducation par le sport » et les intervenants nous donneront leur point de vue sur l'accompagnement de la jeunesse à travers le sport ; la troisième table ronde, intitulée « La participation des athlètes russes et biélorusses aux JOP de Paris et le boycott des Jeux olympiques » sera très axée sur la géopolitique, avec des experts, notamment de l'IRIS, qui nous éclaireront. Je laisse la parole à Jean-Pierre MOUGIN, président du Comité Français du Fair Play.

Jean-Pierre MOUGIN



Monsieur le président du CNOF et membre du CIO, mesdames, messieurs les présidents, mesdames et messieurs les membres du Conseil d'administration du Comité Français du Fair Play, mesdames et messieurs, chers amis, c'est avec beaucoup de plaisir que j'ouvre ce forum sur la trêve olympique en cette année exceptionnelle des Jeux olympiques et paralympiques de Paris. Ce forum est exceptionnellement placé sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel MACRON, Président de la République, que je remercie chaleureusement, et qui démontre son attachement au sport, mais aussi à la contribution du sport à la paix dans le monde. Malheureusement, la Ministre des Sports, Madame Amélie OUDÉA-CASTÉRA, ne pourra pas être avec nous aujourd'hui, mais nous félicité pour notre initiative.

Ce forum fait suite à celui que nous avons déjà organisé ici même en 2019, certains s'en souviennent peut-être, sur le même thème. Nous étions encore à cinq ans des Jeux qui venaient d'être attribués à Paris deux ans plus tôt par le CIO, à Lima. Le sujet était identique, mais c'était l'année qui suivait les Jeux olympiques d'hiver de Pyeongchang,

avec un événement important grâce à la trêve olympique qui avait permis la réconciliation des deux Corées après une période de tension extrême entre les deux pays, et nous avions noté avec satisfaction la rencontre inespérée de Kim Jong-Un, le président nord-coréen, avec le président sud-coréen. Les deux nations ont défilé ensemble lors de la cérémonie d'ouverture, avec cette image qui est restée gravée dans les mémoires, la sœur du président nord-coréen venant à la rencontre du président de la Corée du Sud. Sans oublier également l'équipe féminine de hockey-sur-glace unifiée et des supporters nord-coréens qui acclamaient en permanence les performances des Sud-Coréens. Malheureusement, le conflit s'est poursuivi entre les deux Corées et la pression est redevenue aujourd'hui maximale.

Malheureusement aussi, la Russie est entrée en guerre avec l'Ukraine juste avant les Jeux olympiques d'hiver de Pékin en février 2022, en dépit de la résolution de l'ONU prise en novembre 2021. Guerre dramatique qui se poursuit aujourd'hui avec des milliers de morts. Le 21 novembre dernier, en présence de Thomas BACH et de Tony ESTANGUET, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait à la majorité des pays présents, hormis l'abstention de la Fédération de Russie et de la République arabe syrienne, une résolution intitulée « Édifcation d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique », l'ONU demandant aux états membres d'observer la trêve olympique tout au long de la période qui s'étend du septième jour précédant l'ouverture des Jeux olympiques jusqu'au septième jour suivant la clôture des Jeux paralympiques de Paris 2024.

Qu'en est-il donc aujourd'hui de la participation des athlètes de certains pays aux Jeux olympiques et paralympiques de Paris, compte tenu des nombreux conflits en cours dans le monde ? Thomas BACH a conclu ses vœux de janvier 2024 en souhaitant que les Jeux de Paris 2024 soient un symbole d'unité et de paix dans le monde, appuyé encore récemment en cela par le Président de la République Emmanuel MACRON et le Président chinois XI JINPING lors de sa visite récente en France. Le forum de ce jour doit permettre d'apporter un éclairage particulier sur cette situation autour des trois tables rondes qui seront animées par Frédéric BRINDELLE, journaliste bien connu, spécialiste du sport, notre ami Frédéric qui travaille aussi maintenant pour Opinion Internationale. De nombreuses questions se posent en effet aujourd'hui sur la participation de certaines nations, au-delà de la Russie et de la Biélorussie envers lesquelles le CIO, l'IPC et certaines fédérations internationales ont pris des décisions courageuses, avec ce contexte mondial très inquiétant qui concerne aujourd'hui d'autres pays, tels qu'Israël, la Palestine, le Hamas, sans oublier le Burkina Fasso, la Somalie ou le Soudan. Quelle réponse peut apporter le mouvement sportif ?

Je remercie vivement l'ensemble des intervenants ici présents, qui se succéderont sur ces trois tables rondes, et j'en profite pour excuser Philipp MÜLLER-WIRTH, directeur des sports de l'UNESCO, qui m'a informé hier soir qu'il était au regret d'annuler sa participation en raison d'une contrainte de dernière minute qu'il ne pouvait décliner, tout en précisant qu'il espérait pouvoir se racheter à l'avenir dans le cadre de nos importants travaux. Merci à nos partenaires fidèles, Avenir Mutuelle, IPAM qui nous fabrique les kakémonos et les banderoles, Respect Zone également avec qui nous avons signé une convention, et Égal Accès avec son action « Merci le sport ». Merci également à Michel TAUBE, éditorialiste, chroniqueur et fondateur d'Opinion Internationale, qui a été pour nous un soutien précieux pour la promotion de ce forum. Michel TAUBE défend ardemment les droits humains,

il a notamment été initiateur de la journée mondiale contre la peine de mort et a une opinion très claire aujourd'hui sur ce qui se passe en Russie et en Ukraine. Merci enfin à Jenő KAMUTI, présent aujourd'hui en tant que président du Comité International du Fair Play, qui est membre du CIO et dont nous sommes membre, et qui a été créé il y a 60 ans ici même grâce à Jean BOROTRA, tennisman bien connu de l'équipe des fameux quatre mousquetaires, qui se sont illustrés en coupe Davis dans les années 1930. Anniversaire que nous fêterons le 6 août prochain à l'UNESCO pendant les Jeux de Paris. Pour rappel également, Jenő KAMUTI a participé aux Jeux de Munich en 1972, il pourra nous raconter tout à l'heure comment il a vécu ces événements tragiques survenus dans le village olympique, avec la prise d'otages et l'assassinat des athlètes israéliens, mais il pourra aussi nous parler des JO de 1980 à Moscou et des JO de 1984 à Los Angeles, auxquels il a participé, avec les boycotts successifs des États-Unis et de leurs alliés à Moscou et de l'Union Soviétique et de ses alliés à Los Angeles. Pour conclure, j'excuserai l'absence de Tony ESTANGUET qui est de tout cœur avec nous et soutient fortement notre forum, mais qui comme vous vous en doutez est aujourd'hui sur tous les fronts pour régler les milliers de questions qui se posent pour préparer au mieux ces Jeux olympiques et paralympiques, dont le coup d'envoi sera donné le vendredi 26 juillet prochain avec la cérémonie d'ouverture sur la Seine.

Une trêve olympique pendant les Jeux, cela semble aujourd'hui un rêve, tant les esprits de certains dirigeants de ce monde sont exacerbés. Je lance un appel au monde entier, si les armes pouvaient se taire au moins le jour de la cérémonie d'ouverture à Paris, ce serait déjà un signe fort pour le sport. Je vous remercie de votre attention, je passe maintenant la parole à mon ami David LAPPARTIENT, président du CNOSF et membre du CIO.

Frédéric BRINDELLE

Merci, Jean-Pierre MOUGIN. Je donne donc la parole à David LAPPARTIENT pour un mot de bienvenue, puisque vous nous accueillez aujourd'hui dans ce lieu mythique, la Maison du Sport Français.

David LAPPARTIENT

Bonjour à toutes et à tous, monsieur le président, monsieur l'adjoint au maire, madame la présidente de l'Association familiale Pierre de Coubertin, mesdames et messieurs, bienvenue ici, à la Maison du Sport Français, qui est très heureuse de vous accueillir pour ce forum sur la trêve olympique, organisé par le Comité Français du Fair Play, pour un sport sans violence. Merci à Jean-Pierre MOUGIN et à toutes celles et ceux qui l'accompagnent, parce que c'est une équipe de bénévoles, et je sais quelle énergie vous avez déployée pour mettre en place ce forum sur un sujet ô combien important, celui de la trêve olympique.



J'aurai l'occasion tout à l'heure d'intervenir dans la première table ronde, je ne vais donc pas trop en dire pour garder des éléments pour le débat. Néanmoins, je tiens à vous dire que nous avons la chance d'accueillir les Jeux olympiques et paralympiques à Paris en 2024, 100 ans après l'édition de 1924, et que la France est fière, et qu'elle est prête. Nous attendons avec enthousiasme ces Jeux olympiques qui seront assurément une belle réussite, et merci bien sûr à toutes celles et ceux qui sont impliqués, je pense au COJOP et à Tony ESTANGUET, au Président de la République, Madame la Maire de Paris et toutes ses équipes, à la région Île-de-France. Les Jeux de Paris seront une réussite partout dans le monde. J'étais la semaine dernière à Shanghai, à Abou Dabi, à São Paulo, il y a partout une envie de France. Et l'engouement pour la flamme partout sur le territoire national montre une envie de Jeux olympiques dans ce pays, dont il faut se réjouir. Et finalement, l'idéal olympique n'a pas pris une ride. C'est aussi une sorte de communion et de concorde nationale. Je gage que les Jeux olympiques seront l'occasion pour notre pays de réunir tout le monde, et c'est une sorte de trêve aussi dans les difficultés que nous connaissons.

Les Jeux olympiques ont été d'emblée conçus comme une volonté de réunir les peuples et de faire en sorte que nous puissions construire un monde meilleur, un monde de paix, de fraternité, et que le sport soit finalement l'outil de ce monde meilleur. Pendant plus de 1 000 ans, la trêve olympique a existé dans les Jeux antiques. Il était important que les Jeux modernes ne soient pas simplement que des Jeux où s'expriment les sportifs, aussi important que ce soit, mais qu'un message encore plus fort soit délivré. Et ce message, celui de Pierre de COUBERTIN, n'a non seulement pas pris une ride, mais il n'a sans doute jamais été autant d'actualité qu'aujourd'hui, avec toutes ces guerres, toutes ces tensions partout dans le monde. Jean-Pierre MOUGIN a rappelé en préambule la résolution adoptée par l'Organisation des Nations Unies le 21 novembre 2023 sans voix contre, mais il faut tout de même souligner que c'est la première fois qu'elle n'a pas été votée à l'unanimité par consensus. La Fédération de Russie a demandé un vote formel, et cette dernière et la République arabe syrienne se sont abstenues, sans aller jusqu'au vote contre, et 65 pays n'ont pas participé au vote. Certains pensaient peut-être qu'il n'y aurait pas de vote formel et que dès lors, leur absence n'avait pas de conséquence. Pour d'autres, le fait d'être absent de la salle évitait peut-être d'avoir à se positionner. Ce qui montre qu'il nous faut chérir et continuer à défendre la trêve olympique, dont nous pouvions penser qu'elle était acquise ad vitam aeternam et qu'elle faisait finalement un peu partie du décorum des Jeux olympiques. N'oublions pas que c'est pendant la trêve olympique que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a eu lieu, puisque la trêve olympique court aussi pendant les Jeux paralympiques. Ce qui a d'ailleurs valu les décisions qui ont été prises par le CIO pour rupture de la trêve olympique. On voit combien cette trêve olympique est toujours d'importance, et combien la paix doit être recherchée.

Je tiens à féliciter encore une fois Jean-Pierre MOUGIN, avec toute son équipe, tout son comité directeur, d'avoir mis en place ce forum sur la trêve olympique. Nous constatons, à la lumière de ce qui arrive aujourd'hui, que ce combat n'est jamais gagné et que nous devons toujours contribuer à bâtir un monde meilleur.

Table ronde

1



TRÊVE OLYMPIQUE ET JOP PARIS 2024 : LA POLITISATION DU SPORT

TABLE RONDE 1

Frédéric BRINDELLE



Merci David LAPPARTIENT, président du CNOSEF. Nous allons donc commencer tout de suite avec la première table ronde :

« Trêve olympique et JOP de Paris 2024 : la politisation du sport ». Sachez que les débats sont captés et seront mis à disposition sur le site Internet du Comité Français du Fair Play. J'appelle notre première intervenante, qui est l'arrière-petite-nièce du baron Pierre de COUBERTIN. Je vous demande d'accueillir la présidente de l'Association familiale Pierre de Coubertin, Alexandra de NAVACELLE de COUBERTIN. Nous aurons également comme deuxième intervenant le responsable de la coopération internationale à Paris 2024, Vincent PASQUINI, qui a anticipé, imaginé et créé autour de cette trêve olympique à travers son action au sein même du comité d'organisation de Paris 2024. Notre troisième intervenant sur cette table ronde est un incontournable du rugby, grand joueur du Stade Français, symbole de ce sport, qui petit à petit a trouvé également sa place en politique, et au moment où nous parlons de trêve olympique et où nous faisons le lien entre sport de haut niveau et politique, le point de vue aujourd'hui du maire adjoint chargé des sports de la ville de Paris va certainement nous éclairer, voici Pierre RABADAN. Et quatrième intervenant, David LAPPARTIENT, président du CNOSEF, membre du CIO et président de l'Union Cycliste Internationale.

C'est Alexandra de NAVACELLE qui va ouvrir les débats. J'aimerais pour commencer que vous reveniez, chère Alexandra, sur cette association familiale que vous présidez. Arrière-petite-nièce de Pierre de COUBERTIN, cela oblige à un certain devoir de mémoire. En quelques mots, en quoi cela consiste ?

Alexandra de NAVACELLE de COUBERTIN

Merci beaucoup, je suis vraiment très heureuse de pouvoir partager un peu l'histoire de Pierre de COUBERTIN. C'était son souhait quand il s'est retiré en 1925, qu'il a quitté le CIO après avoir fait son œuvre, il a demandé à un petit-neveu de rester très présent au CIO, d'être garant de sa mémoire. Il faut imaginer qu'en 1925, il n'y avait pas 206 nations représentées. Nous étions à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, entre deux guerres. C'était son souhait que la famille reste impliquée, et c'est un souhait que nous avons respecté, avec d'abord un de ses neveux directs et ensuite, cela est passé de génération en génération, jusqu'à la mienne. Je suis de la quatrième génération, et ma fille, qui se trouve dans la salle, représente la cinquième génération. Pour être très simple, nous avons deux rôles : être garants de la mémoire de Pierre de COUBERTIN au CIO, c'est-à-dire s'assurer qu'il y ait une trace, une présence, une compréhension de son intention, mais aussi travailler avec le CIO sur la promotion, s'assurer que l'idée, l'intention et la philosophie olympiques restent très vivantes et conductrices de toute l'initiative olympique.

Frédéric BRINDELLE

Pierre de COUBERTIN avait une véritable volonté d'internationalisation. 11 nations ont participé aux premiers Jeux olympiques de l'ère moderne en 1896, dont certaines un peu surprenantes, le Chili par exemple, l'Australie aussi qui fait partie des cinq nations à avoir participé à l'ensemble des Jeux d'été, avec la Grèce, la France, la Grande-Bretagne et la Suisse. Internationalisation, pourquoi ? Quelle était l'envie du baron par rapport à cela ?

Alexandra de NAVACELLE de COUBERTIN



J'aimerais vous raconter la genèse de cette idée de paix, pour situer vraiment le personnage et bien comprendre d'où cela vient. La paix, c'est vraiment la thématique, le fil conducteur de tout le travail de Pierre de COUBERTIN. Je pense que cela a peut-être commencé avec une première impression du monde qu'il a eue à l'âge de sept ans, avec la guerre franco-prussienne de 1870, qui l'a marqué.

Pourquoi se fait-on la guerre ? Parce que les hommes ne se connaissent pas, ne se comprennent pas, les hommes ont besoin d'un socle de réunion commun. La première idée qu'il avait, c'était que pour faire une nation sans conflits, il fallait former la jeunesse. Et pour former la jeunesse, il fallait repenser la

pédagogie, qui à l'époque, il faut imaginer, était essentiellement académique. Il n'y avait absolument rien d'autre, c'était le savoir pur. Et l'histoire était très centrée sur le pays. On avait donc un prisme nationaliste, une vision très segmentée, on ne voyait pas les systèmes, on ne voyait pas les synchronicités entre les pays, chose qu'il a d'ailleurs essayé de faire dans son œuvre « Histoire universelle », livre qu'il a écrit en 1920, parce que Pierre de COUBERTIN a écrit plus de 30 livres, c'était un travailleur acharné. Donc sa première idée était de rénover l'éducation. Comment ? Vous le savez tous, en y introduisant le sport. Là, il a tout simplement été inspiré par un Anglais qui s'appelait ARNOLD, qui était le professeur, le headmaster de rugby en Angleterre. ARNOLD était un personnage assez impressionnant parce qu'il avait compris, alors que nous étions à la fin du 19e siècle, que pour compléter l'éducation du « gentleman anglais », il fallait absolument y introduire une activité physique, une activité d'équipe, en bref du sport : le rugby. C'était selon lui un complément absolument essentiel à l'éducation de l'homme, pour lui apporter les qualités morales, les qualités de caractère, c'est-à-dire la persévérance, le courage. Tout ce qui nous semble aujourd'hui accessible et évident ne l'était pas à l'époque. Il faut donc absolument repenser la pédagogie pour former la jeunesse de demain. Et ensuite, il y a quand même trois points clés que je voudrais mentionner, qui ont vraiment inspiré cette idée de rénover les Jeux antiques et d'en faire une plateforme internationale. Le premier, ce sont les grandes rencontres qu'il a faites. La première personne qui l'a vraiment inspiré, c'est Frédéric Le PLAY, qui a fait la première réforme sociale en 1887, qui va beaucoup l'influencer et l'amener à une autre rencontre très importante avec Jules SIMON, un personnage clé dans l'initiative des premières conférences de paix en 1889. Il a par la suite été mandaté par Frédéric PASSY auprès notamment d'Henry DUNANT...

Frédéric BRINDELLE

Créateur de la Croix Rouge.

Alexandra de NAVACELLE de COUBERTIN

Exactement. Nous avons donc les premières initiatives de paix, avec la première conférence de paix en 1889, où a été mentionnée l'idée de faire des ponts entre les nations. C'est aussi la période des expositions universelles, qui rassemblaient le monde autour de la culture pour partager les savoirs de l'époque. Pierre de COUBERTIN est vraiment dans cette mouvance, dans cette initiative. La troisième rencontre importante, c'est avec Bertha von SUTTNER, qui avait écrit un livre fascinant intitulé « Put your arms down » et qui a ouvert la troisième conférence sur la paix à Rome en 1891, au cours de laquelle ont été mentionnées quatre suggestions, dont une qui proposait de faire des réunions tous les quatre ans pour la jeunesse et qui a inspiré Pierre de COUBERTIN.

Frédéric BRINDELLE

Merci, Alexandra. Il faut rappeler que les premiers Jeux qui fédèrent vraiment, ce sont les Jeux d'Anvers en 1920, c'est l'après-Première Guerre mondiale. Nous allons évoquer avec Vincent PASQUINI l'éthique et les valeurs. Vous avez cette mission de « vulgariser » cette trêve olympique, de la mettre à disposition de nos jeunes. Vous avez mis en place deux événements avec les jeunes du 93, et les jeunes de Paris aussi, présentez-les nous s'il vous plaît.

Vincent PASQUINI

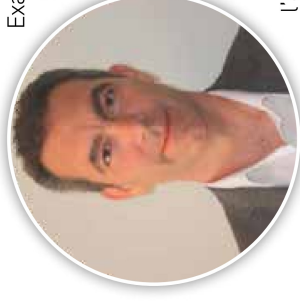
Bonjour à tous. Je vais vous parler de ces événements, mais je tiens tout d'abord à rappeler que la trêve olympique a été rétablie pour les Jeux olympiques modernes dans les années 90, elle n'a pas toujours existé. Elle a d'abord été rétablie pour les Jeux de Barcelone en 1992, en pleine guerre en ex-Yougoslavie, pour faciliter l'accès des athlètes de l'ex-Yougoslavie aux Jeux, ce qui était l'intention initiale de la Grèce antique, c'était la même chose, faciliter l'accès des athlètes aux Jeux par la cessation des conflits. Et puis petit à petit, le CIO a voulu développer cette idée pour promouvoir le rôle fédérateur du sport de manière générale et trouver des moyens de le faire. Et là, il y a deux piliers : la jeunesse et les athlètes.

Je reviens à votre question concernant les événements mis en place avec les jeunes. D'abord, en ce qui concerne la sensibilisation, nous avons développé une exposition digitale itinérante sur le sport et la fraternité, le sport qui rapproche. Elle est à disposition de toutes les écoles, il y a un livre éducatif autour de cela, et vous l'avez peut-être vue, elle a été affichée sur la grille de la Tour Saint-Jacques en avril et elle sera aussi dans Paris et en Seine-Saint-Denis. Voilà une manière d'illustrer le rôle fédérateur du sport, je ne rentre pas dans les détails, mais l'exposition s'appelle « Sport et fraternité », vous pouvez la trouver partout.

Frédéric BRINDELLE

Et ce qui est important, c'est de la laisser en héritage. On sait combien la notion d'héritage est cruciale pour Paris 2024.

Vincent PASQUINI



Exactement, tout cela va rester en héritage. De la même manière, nous avons développé beaucoup de matériels pédagogiques autour de la trêve olympique, qui resteront également en héritage et seront traduits pour les autres comités d'organisation, etc. Mais notre événement phare au niveau de la jeunesse a été l'organisation d'une simulation des Nations Unies suite au vote de la résolution des Nations Unies sur la trêve olympique, avec des collégiens de Paris et de Seine-Saint-Denis, qui a engagé plus de 600 collégiens l'année dernière, qui ont rédigé leur propre résolution et l'ont ensuite négociée et finalement votée le 12 juin 2023 au Conseil de Paris, en présence de Pierre RABADAN d'ailleurs. 16 d'entre eux sont ensuite allés à New-York en novembre dernier pour assister au vrai vote de la résolution onusienne. C'était vraiment le projet phare. Après, il y a l'aspect athlète, j'y reviendrai peut-être tout à l'heure.

Frédéric BRINDELLE

Justement, nous avons un ancien athlète, Pierre RABADAN. Vous êtes aujourd'hui maire adjoint chargé des sports à la ville de Paris, est-ce que vous sentez cette aura qu'a le sport sur la cause diplomatique ?

Pierre RABADAN

Bonjour à toutes et à tous, question complexe ! Je l'ai ressenti, et nous le voyons tous les jours, le sport est un outil diplomatique dans la bonne et parfois la moins bonne direction. C'est ce qui fait sans doute que la trêve olympique n'a pas été votée par l'ensemble des pays, pour les raisons qui ont été rappelées par le président David LAPPARTIENT.



Frédéric BRINDELLE

On peut rappeler que 65 nations ne se sont pas prononcées sur les 193 que compte l'ONU, et rappelons qu'il y aura 206 délégations, on parle de délégations et non pas de pays pour les Jeux olympiques.

Pierre RABADAN

Oui, absolument. Il y a évidemment beaucoup d'attentes sur Paris, parce que Paris est chargé d'une histoire olympique, d'une histoire qui dépasse le cadre du sport et évidemment, d'un certain nombre de symboles et de représentations des droits humains également. Donc elle est attendue aussi à ce tournant-là dans un contexte international qui est extrêmement difficile en ce moment, et des drames de guerre, vous l'avez chacun et chacune rappelé, qui nous obligent un peu à prendre des positions parfois complexes. Nous aimerions tous que l'ensemble des athlètes du monde entier puissent venir concourir dans un monde de paix, mais la réalité n'est pas celle-ci. Il faut donc essayer de trouver des chemins qui amènent, je l'espère, à avoir une trêve olympique, en tout cas un arrêt des combats, il faut l'espérer jusqu'au bout. Et je pense que chacun a intérêt à pousser en ce sens, et s'ils pouvaient s'arrêter avant, nous en serions évidemment encore plus ravis. Mais oui, le sport est un outil aujourd'hui diplomatique, les performances des athlètes sont des outils diplomatiques. Mais c'est aussi, et vous l'avez très bien rappelé, un moyen de cultiver la paix. Quand on se fait la guerre, c'est parce qu'on ne se connaît pas, c'est qu'on ne trouve pas de terrain d'entente. Le sport est une pratique codifiée qui permet de s'affronter sans se tuer. Et c'est en cela qu'il faut continuer à le développer. La connaissance de l'autre est capitale dans le sport. Quand on est enfant, le sport et l'école, ce sont quasiment les deux seuls endroits où l'on apprend à connaître quelqu'un qui est différent de son univers propre. C'est évidemment très important.

En ce qui concerne le sport de haut niveau, il y a évidemment l'impact médiatique, l'influence que cela peut avoir, mais je crois que pour les Jeux de Paris, nous souhaitons tous que cela soit une grande fête populaire. Nous avons connu à Paris en 2015 des événements extrêmement tragiques, je crois que c'est aussi ce qui a scellé la volonté commune d'engager Paris comme la ville hôte des Jeux pour 2024. Il faut que ce moment des Jeux olympiques, puis des Jeux paralympiques reste un moment de promotion de la paix et de mélange des peuples. Certains ne voudront peut-être pas en faire partie, je pense à la Russie évidemment, on ne souhaite pas forcément, nous à la ville, qu'elle en fasse partie, mais en tant que représentation de la Russie elle-même et de ce qu'elle véhicule aujourd'hui, cela pose un certain nombre de questions, y compris en termes d'influence diplomatique. Mais voilà, je crois que les jeux doivent essayer de se préserver de ces influences politiques négatives, sans être naïfs et en sachant que cela peut forcément avoir des conséquences.

Frédéric BRINDELLE

Vous parliez de la symbolique, vous évoquiez 1992 et Barcelone, nous avons tous en tête Derartu TULU et Elana MEYER, les deux spécialistes de la course de longue distance en athlétisme, femme éthiopienne de couleur et femme blanche sud-africaine, qui un an après la fin de l'apartheid défilent ensemble en cette année 92. Cela fait partie des gestes forts. David LAPPARTIENT, est-ce que le CIO aujourd'hui est au cœur de cette fabuleuse machine ? A-t-il les moyens de faire plier des États pour la trêve olympique ?

David LAPPARTIENT



La réponse est assurément non. Mais Jacques GODDET, que certains ont peut-être connu, qui était fondateur directeur de l'équipe, avait dit : « Le CIO, c'est le Vatican et Juan Antonio SAMARANCH est le pape ». Donc finalement, l'influence du CIO peut s'apparenter d'une certaine manière à celle du Vatican, même si le Vatican a une armée parmi les plus vieilles du monde, mais assez réduite au demeurant.

Frédéric BRINDELLE

Et qui est le seul pays à ne pas être présent aux Jeux olympiques d'ailleurs.

David LAPPARTIENT

Exactement. Mais il n'empêche que c'est une influence qui dépasse effectivement largement le cadre de son pouvoir en tant que tel. Le CIO, par ce qu'il représente et par l'idéal qu'il véhicule, parle à tout le monde. Nous avons effectivement 206 membres, 206 délégations ou pays qui sont reconnus par le CIO, c'est-à-dire plus qu'à l'ONU. Les membres du CIO viennent d'horizons totalement divers, mais il n'y a pas de tension. Les gens se parlent, alors que les pays peuvent être en guerre. C'est cela finalement la force du sport. Et le CIO, certes, n'est pas en pouvoir d'imposer, mais il est en pouvoir de faire un certain nombre de choses, vous l'avez dit tout à l'heure, réunir par exemple les deux Corées dans une équipe. Cela n'a peut-être pas changé la face des choses, mais cela montre qu'on a raison d'espérer et qu'on peut construire un monde meilleur, et que cela peut être aussi une parenthèse, et que ces parenthèses montrent qu'au final, demain, on pourra peut-être réussir, là où le sport a sans doute été précurseur. Et cela permet aussi de parler. Le CIO, par ce qu'il représente, par ce qu'il véhicule, peut avoir des contacts diplomatiques formels, informels avec le monde entier. Je vais prendre un exemple pour illustrer tout cela : quand l'Afghanistan est tombé aux mains des talibans le 15 août 2021, j'ai pu participer à l'évacuation d'un certain nombre de femmes afghanes. Et notamment un mois et demi après, quand l'Afghanistan était totalement aux mains des talibans, nous avons réussi à faire poser un avion en Afghanistan, ce que même les forces militaires d'autres pays ne sauraient faire, et à évacuer 125 femmes afghanes dans un pays riverain, dont j'ai pu discuter avec le chef d'État qui m'a dit : « Nos frontières sont étanches, définitivement étanches, il n'est pas question que des Afghans rentrent chez nous. Nous allons faire une exception pour vous ». Non pas pour David LAPPARTIENT, mais pour ce que le CIO représente, pour le sport. Et finalement, notre avion a pu se poser et les discussions ont pu être menées parce que nous représentions l'idéal olympique. Et c'est cela la force diplomatique du mouvement olympique, c'est de pouvoir parler à tout le monde, de permettre le dialogue et de rendre possible ce qui parfois est totalement impossible par la voie diplomatique normale. Je trouve que le sport reste un pont entre les civilisations, entre les peuples. On peut continuer à discuter là où le fil est parfois rompu d'un point de vue diplomatique ou parce que les pays sont en guerre, on parvient à entretenir le

dialogue et quand on continue à se parler, ne serait-ce qu'un tout petit peu, eh bien il y a des raisons d'espérer.

Frédéric BRINDELLE

Merci David LAPPARTIENT, vous qui portez la voix officielle du CIO en français, qui est la langue officielle du mouvement olympique. Pierre de COUBERTIN a fait de cette langue française une langue qui va être entendue, écoutée par l'ensemble de la planète, c'est un élément très fort dans sa volonté d'internationalisation.

Alexandra de NAVACELLE de COUBERTIN

Je pense qu'il avait conscience qu'il fallait une langue comme socle, mais il parlait aussi très bien anglais. C'est ce qui lui a permis d'ailleurs de nouer des liens très forts avec les États-Unis, de se faire de grands alliés dans toute l'Europe, et même en Asie, il était parti très loin parce que c'était une vraie campagne pour se créer un réseau de personnes ayant les mêmes idées. La France est une nation qui a énormément de symboles de paix, et surtout de liberté avec la Révolution française. En fait, Pierre de COUBERTIN est un peu le produit de la pensée sociale et de ce début d'universalité, cette volonté de créer un socle commun. Le français, selon lui, c'était un début, un moyen, donc ce n'était pas une finalité.

Frédéric BRINDELLE

Vous vouliez aussi ajouter quelques exemples de la difficulté qu'a eu le baron au départ, parlons des échecs à Saint-Louis par exemple, qui ont été parmi les tout premiers Jeux.

Alexandra de NAVACELLE de COUBERTIN

Ce fut une très longue campagne, les débuts ont été très difficiles. La première édition, qui a donc eu lieu en 1896, on peut dire que c'était un très bon début. Il fallait rendre ces Jeux à la Grèce, ils ont eu un impact fort au début, mais les suivants de 1900 ont été un véritable échec pour Pierre de COUBERTIN, parce qu'ils ont été jumelés avec les fameuses expositions universelles. A l'époque, les Français ne comprenaient pas la notion de l'olympisme, cette vision internationale qui réunit toutes les nations autour d'un socle de valeurs communes. Ils ne l'ont donc pas pris au sérieux, ils ont à peine organisé quoi que ce soit, il n'y avait pas de stade, il n'y avait rien, Pierre de COUBERTIN a dû se débrouiller avec ses propres moyens. Heureusement, il avait de grands alliés pour mettre des fonds en commun et créer un petit stade, mais les Jeux de 1900 à Paris ont été une grande déception.

Frédéric BRINDELLE

Tout a vraiment commencé à Stockholm, en 1912.

Alexandra de NAVACELLE de COUBERTIN

Oui, à Stockholm, et cela continue, pour moi les Jeux de Paris sont un exemple merveilleux du fait que les Jeux olympiques sont un socle qui permet d'exprimer les valeurs de l'humanité. Aujourd'hui, qu'est-ce c'est ? C'est la parité. Aujourd'hui, c'est l'inclusion. Aujourd'hui, c'est l'environnement. Paris va porter ces valeurs qui sont les reflets d'une société. Quand on regarde l'histoire des Jeux, chaque édition a été un miroir des problèmes de la société. C'est l'histoire de l'évolution humaine, et on peut dire que cela a nécessité de grandes démarches d'initiation, une persévérance hors normes, un courage et une foi inimaginables. Les Jeux de 1912 à Stockholm ont été une première étape, où a eu lieu pour la première fois la cérémonie d'ouverture où tous les pays, peu importe leur pouvoir économique, ont la même place à la table du monde. Un cérémonial rituel et des symboles, c'était aussi le message de Pierre de COUBERTIN, un message qui n'a pas de langue. Les Jeux de 1920 ont également été un grand temps fort, parce qu'après la Première Guerre mondiale, il y avait un grand besoin de se réunir et de croire à la paix.

Frédéric BRINDELLE

Avec l'absence évidente de l'Allemagne, l'Autriche, les belligérants vaincus.

Alexandra de NAVACELLE de COUBERTIN

Il fallait malheureusement arbitrer, et les perdants n'étaient pas invités aux Jeux de 1920. Cela fait partie des règles du jeu, il faut avoir un référentiel à l'échelle internationale sur lequel on peut se baser.

Frédéric BRINDELLE

Sur la symbolique, il y avait la langue française, il y a la ville de Paris, Pierre RABADAN, 1900, 1924 et 2024, cela fait trois organisations à Paris. Est-ce que vous, en tant que responsable du sport de la capitale française, vous avez souhaité porter des valeurs particulières au service de cette trêve olympique qui serait estampillée Paris ?

Pierre RABADAN

Au-delà de la ville de Paris, je crois que c'est le pays, la France, qui véhicule un certain idéal, en tout cas une idéologie et des convictions fortes à l'international, et je crois qu'avec l'ensemble des parties prenantes qui ont été citées tout à l'heure, nous sommes tous d'accord pour dire que cela doit être aussi un moment qui va nous permettre de mettre en avant nos valeurs démocratiques, qui sont le fondement finalement de la société française avec ses défauts et ses qualités, et ses limites parfois. Mais je crois que c'est un pays qui a fondé beaucoup, qui a beaucoup fait avancer les droits humains, et en des temps où les démocraties sont assez chahutées, ce doit être l'occasion d'affirmer tout cela, et notamment notre capacité à combattre

les populismes. Vous parliez de parité, ce doit être aussi un des enjeux forts, et je crois que chacun en a bien pris conscience. Evidemment, il y a des symboliques, c'est la première fois que nous aurons le même nombre d'athlètes hommes et femmes. Nous réparons finalement une anomalie longue de plusieurs dizaines d'années. Et nous allons finir les Jeux par le marathon féminin pour la première fois. Ces symboliques sont très fortes, elles sont nécessaires et importantes. C'est l'occasion d'affirmer ces valeurs qui dérangent parfois, mais justement, c'est une bonne occasion de dire et redire : « Je crois ce que nous sommes, ce en quoi nous croyons ». En tout cas dans notre majorité, ceux qui portent le projet olympique de Paris 2024 depuis huit ans. A 59 jours du début des Jeux, nous en sommes toujours au même point, avec la même ambition, et à la Ville de Paris nous sommes évidemment fiers, en tant que capitale de la France, de porter toutes ces valeurs-là. Les Jeux de Paris 2024 seront l'occasion de réaffirmer et promouvoir notre socle de valeurs et la société vers laquelle nous voulons aller, tout en étant évidemment prudents, mais forts sur nos convictions.

Frédéric BRINDELLE

Merci Pierre RABADAN. Vous parliez des symboles, Vincent PASQUINI, nous avons parlé tout à l'heure de vos actions auprès des jeunes, vous vouliez revenir sur l'action auprès des athlètes.

Vincent PASQUINI

Oui, quelques mots pour dire que finalement, le centre symbolique de la trêve pour les Jeux olympiques, c'est le village olympique, c'est le village des athlètes. C'est l'endroit où toutes les délégations cohabitent, tous les athlètes du monde entier sont là, ils mangent ensemble à la même table, etc. Le français est l'une des deux langues olympiques, et c'est peut-être finalement cela l'héritage de Pierre de COUBERTIN, avoir préservé le multilinguisme aux Jeux olympiques. Mais nous allons forcer l'effort linguistique qui va permettre aux athlètes du monde entier de vivre une expérience au-delà du français et de l'anglais. Aux Jeux de Paris, il y a aura par exemple des traductions de certaines choses en 11 langues.

Ensuite, un sujet important d'un point de vue symbolique : il y aura au cœur du village olympique ce qu'on appelle « la fresque de la trêve olympique et paralympique », qui prend la forme cette année d'une agora de 12 colonnes, que les athlètes peuvent venir signer en signe de soutien à la trêve olympique, mais où ils peuvent aussi se retrouver dans la vieille tradition de la Grèce antique, venir s'asseoir pour discuter, etc.

Et le troisième point sur les athlètes, peut-être que David LAPPARTIENT voudra aussi y revenir, c'est l'équipe olympique et l'équipe paralympique des réfugiés, qui symbolisent vraiment au niveau des athlètes ce que peut être la trêve. Les équipes de réfugiés, ce sont les équipes d'athlètes qui ne peuvent pas concourir pour leur pays, mais qui ont tout de même trouvé une maison et un drapeau sous lequel participer à la compétition. Elle existe depuis Rio en 2016, elle est assez rodée au niveau olympique, moins au niveau paralympique, mais elle existe aussi. Et je mets un point d'honneur, lorsque j'interviens à propos de la trêve, à inciter les gens à soutenir l'équipe des

réfugiés olympiques et paralympiques. Ils n'ont pas le drapeau de leur pays, les citoyens de leur pays ne les soutiendront pas forcément de la même manière, mais le reste du monde doit soutenir les équipes des réfugiés.

Frédéric BRINDELLE

Oui, cette équipe finalement, c'est une somme d'histoires singulières. Certaines sont éminemment politiques, parce que c'est le régime qui veut cela, d'autres sont très personnelles, parce que certains athlètes peuvent être chassés de chez eux et se retrouver finalement apatrides d'une certaine manière, tout simplement parce qu'il y a un problème aussi avec une fédération. Nous avions fait un très bel article d'ailleurs dans Opinion Internationale avec la jeune journaliste, Mathilde CHARDON qui est présente, et qui avait expliqué quelques histoires comme celle-ci. David LAPPARTIENT, nous reviendrons sur cette délégation qui n'a pas de représentation nationale. Est-ce que vos équipes de France, celles que vous dirigez à travers le CNOSF, auront éventuellement des messages à relayer ?

David LAPPARTIENT

Il faut savoir que les Jeux olympiques sont politiquement neutres et ne sont donc normalement pas, en ce qui concerne les athlètes, le lieu de témoignages, de messages de nature politique. C'est rappelé dans la Charte olympique, et nous rappelons effectivement aux athlètes ce qu'il est possible, pas possible de faire.

Frédéric BRINDELLE

Car cela peut être sanctionné, rappelons-le.

David LAPPARTIENT

En effet. Et comme l'a dit Pierre RABADAN, nous véhiculons néanmoins en France, par les valeurs qui sont les nôtres et qui sont partagées, un certain message à l'heure où les démocraties sont attaquées, où elles constituent même une minorité à l'échelle mondiale par rapport aux régimes de nature plus autoritaire. Nous avons donc quand même effectivement un message à passer. Les valeurs qui sont les nôtres et qui sont universelles doivent être partagées, et les valeurs de tolérance, d'inclusion, de respect qui sont inhérentes finalement à l'olympisme doivent être aussi rappelées avec force. C'est aussi cela que nous rappelons au sein du Comité National Olympique et Sportif Français, et en accueillant les Jeux olympiques, en étant le Comité National hôte, nous partageons l'ensemble de ces valeurs avec les collectivités, avec le gouvernement, avec la mairie de Paris, avec naturellement Paris 2024. Il peut y avoir quelques petits débats parfois sur des sujets de forme, mais pas de divergences de fond, nous sommes d'accord, et c'est la même ambition collective que nous arrivons à porter sur ces valeurs qui sont universelles. Et vous l'avez dit, la langue française est une langue magnifique, c'est une des deux langues officielles de l'olympisme, mais disons-le, une langue qui recule dans le monde olympique. Il faut se battre pour que notre langue

puisse continuer à rayonner. Le fait que les Jeux olympiques soient ici, en France – je crois que ce sont les premiers Jeux dans un pays francophone depuis 1976 –, va permettre aussi peut-être à la langue française de retrouver une place qui doit être la sienne, avec la candidature de la France aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2030. C'est peut-être aussi le français qui revient en force, mais par exemple, un petit constat que j'ai fait au CIO : en tant que président de fédération internationale, on ne m'écrit qu'en langue anglaise. Et en tant que membre du CIO, je reçois parfois le même courrier en français et en anglais. Cela veut dire que le courrier est rédigé en français. Les membres du CIO, c'est très politique, on leur écrit dans les deux langues. Mais les présidents de fédérations internationales, on ne leur écrit qu'en anglais. Je dis : « Mais pourquoi ne m'envoyez-vous pas le même courrier en français, puisqu'il est fait ? ». Et nous devons nous battre pour garder finalement notre langue qui est une belle langue, et nous avons de plus la chance d'avoir un président du CIO qui manie très bien cette langue, et qui fait très attention dans les séances du CIO, s'il s'adresse à un francophone, à toujours respecter notre langue. Et c'est important pour une langue qui est aujourd'hui la langue officielle de beaucoup de fédérations internationales. Mais pour certaines d'entre elles, elles ont abandonné le français en langue d'usage. Officiellement, cela reste statutaire parce qu'on sait que le modifier engendrerait sans doute des difficultés, mais elles ont abandonné y compris les traductions. Et il y a d'autres fédérations internationales comme la mienne, où il est plus handicapant de ne pas parler le français, parce qu'elle est très francophone dans son fonctionnement. Et tout à l'heure, nous parlions du Vatican, lorsque je suis allé là-bas, j'ai demandé : « En quelle langue dois-je m'exprimer au Vatican ? » On m'a répondu : « Nous avons une langue officielle en commun qui est le français, c'est la langue diplomatique du Saint-Siège et la langue officielle de l'UCI. Donc le français sera la langue appropriée ». Vous voyez donc que le français est quand même aussi un trait d'union qu'il faut rappeler. Soyons fiers de notre langue française. Bien sûr qu'il faut parler anglais, Pierre de COUBERTIN parlait anglais, et c'est aussi sans doute une des raisons pour lesquelles il a aussi réussi son œuvre, parce qu'à un moment, l'expliquer dans votre langue quand celui d'en face ne vous comprend pas, c'est un peu compliqué. Donc, parler la langue de l'autre, c'est aussi une forme de respect et une manière de pouvoir partager ce à quoi nous croyons. Mais pas au point de ne plus défendre ce qui est notre langue et les spécificités qu'elle peut avoir et parfois, la nuance un peu plus forte qu'elle peut avoir par rapport à la langue anglaise.

Pierre RABADAN

Je voudrais souligner à nouveau le travail qui est fait au CIO sur la Fondation olympique des réfugiés. Cette bannière neutre, elle est essentielle. Vous l'avez dit, Frédéric, dans différents contextes politiques, dans différents pays, des athlètes qui partent de leur pays pour faire leur pratique, ou qui n'en ont pas les moyens, ou qui sont chassés parce que femmes, parce qu'homosexuels, etc. Cette Fondation des réfugiés, elle donne les moyens de s'en sortir aussi par le sport, et même d'aller concourir au plus haut niveau. On en parle peu, mais au-delà des histoires personnelles des uns et des autres, je crois qu'il y a là un rôle très politique du CIO, qui me semble essentiel. Nous

aurons, je pense, l'occasion d'en reparler pendant les Jeux olympiques puis les Jeux paralympiques, c'est aussi une bouée de sauvetage à travers la pratique sportive et le travail qui est fait autour de cette fondation. J'ai eu l'occasion d'assister à plusieurs réunions du conseil d'administration ou du comité directeur, c'est vraiment quelque chose qui mérite d'être souligné et qui est essentiel à la bonne tenue des Jeux et en ce qui concerne la question de la trêve olympique. La politisation du sport, elle doit aussi permettre à ceux qui en sont empêchés de pratiquer au plus haut niveau, de pouvoir représenter ce qu'ils sont et ce qu'ils pratiquent sans pouvoir représenter leur pays pour différentes raisons. Il faut saluer le travail qui est fait par le CIO sur ce sujet.

Frédéric BRINDELLE

David LAPPARTIENT, vous nous expliquiez que les athlètes doivent s'abstenir de tout discours politique. Mais souvenons-nous par exemple à Pékin de l'athlète haltérophile qui s'était présenté totalement rasé et qui n'avait pas dit : « Je suis pour la cause tibétaine », mais qui très astucieusement avait répondu : « Je pense que si je me suis rasé ainsi, ce n'est pas par hasard, mais je n'ai pas le droit de le dire ». En ce qui concerne les réfugiés, des femmes vont peut-être défiler sans être voilées alors que leur délégation leur demande d'être voilées. Quelle est la gestion globale de tout cela ? Parce que tout finalement peut être politique, tout geste, et quand on parle de trêve olympique, est-ce qu'il y a vraiment une trêve finalement pour les athlètes ?

David LAPPARTIENT

Tout est effectivement éminemment politique. Le CIO est une organisation sportive, évidemment très politique même si elle est politiquement neutre, mais qui parle à tout le monde. Et nous voyons bien que les messages, à la manière dont ils sont délivrés, perçus, véhiculés, sont des messages politiques. On se souvient aussi en 1968 de ces poings levés, qui étaient aussi clairement un message politique, qui est resté aujourd'hui encore un message fort. Le CIO veille toujours à ce que le sport ne soit pas un outil de division, mais il y a parfois des messages plus subliminaux qui peuvent être délivrés sans être des messages directs, qui sont eux formellement interdits. Parce que forcément, ils sont parfois de nature à cliver et donc à diviser, là où l'objectif des Jeux olympiques est de rassembler. Vous parlez des femmes notamment, il y a effectivement l'équipe des réfugiés olympiques, le CIO fait un travail extraordinaire et le président du CIO préside lui-même la Fondation des réfugiés, c'est dire l'importance qu'il accorde à ce sujet, et que nous accordons, nous, membres du CIO, à ce sujet. Mais nous allons peut-être avoir aussi des athlètes – des discussions sont en cours au CIO – qui participeront sous la bannière de l'Afghanistan. Et s'agissant des femmes afghanes... Il n'est pas imaginable pour le CIO qu'il ne puisse pas y avoir de femmes dans une délégation afghane, et pas forcément des réfugiés, des femmes qui concourent sous le maillot afghan. Il y aura donc là aussi d'une certaine manière un message subliminal, mais de nature aussi politique, même si nous sommes dans le sport. A la Fédération internationale que je préside, nous avons des femmes

afghanes aujourd'hui dans notre équipe de l'UCI, qui concourent au plus haut niveau international. Et j'espère pour elles qu'elles pourront participer sous le maillot afghan.

Frédéric BRINDELLE

Vous avez certainement des questions dans la salle pour nos quatre invités, profitez-en. Je vais passer le micro à une légende de ma profession, Daniel PAUTRAT, votre question ?

Daniel PAUTRAT

J'ai eu la chance de suivre et de commenter au cours de ma longue carrière 22 éditions des Jeux olympiques d'été et d'hiver, et le plus beau message de paix que j'ai entendu, c'était en 1960, à Rome. J'étais étudiant, j'y étais allé en scooter avec un copain et sur la place Saint-Pierre, à la veille de la cérémonie d'ouverture, c'est le Pape Jean XXIII qui s'était adressé à toutes les délégations, en leur disant : « Vous êtes les apôtres de la jeunesse du monde ». Ce qui rappelle ce que disait Pierre de COUBERTIN, la plus belle phrase que je connaisse : « Les Jeux olympiques, c'est le rendez-vous quadriennal du printemps humain ». Tout cela pour revenir sur ce que tu disais tout à l'heure, David, en parlant du président du Comité International Olympique qui est le pape de l'olympisme. Sais-tu si le président du CIO Thomas BACH a l'intention de profiter peut-être du 23 juin, journée olympique internationale, pour lancer un appel au monde, un appel à la trêve olympique ?

David LAPPARTIENT

Je sais où Thomas BACH sera le 23 juin, puisque nous fêterons ce jour-là les 130 ans du discours fondateur des Jeux olympiques modernes et du mouvement olympique par Pierre de COUBERTIN à la Sorbonne, mais je ne connais pas encore le contenu du discours qu'il prononcera ce jour-là. Je sais combien ce sujet de la trêve olympique est important pour lui, surtout à un moment où elle est plus menacée que jamais, l'invasion de l'Ukraine, comme je l'ai dit, ayant eu lieu durant cette trêve olympique. Il semble donc évident que c'est le message qu'il délivrera.

Frédéric BRINDELLE

Et par rapport à l'Ukraine, rappelons que la crise ukrainienne s'était invitée en 2014 aux Jeux de Sochi, et que le CIO avait accepté que les athlètes ukrainiens portent un brassard noir en signe de deuil à la mémoire des manifestants tués, c'était une décision là encore très particulière en plein JO. Nous avons une autre question de monsieur Michel MARLE.

Michel MARLE

Bonjour, Michel MARLE, Fédération Française d'athlétisme, mais je vais prendre la parole en mon propre nom parce que je ne suis pas sûr que la fédération partage mon avis... D'abord, je vous remercie d'avoir organisé ce forum, mais je ne suis pas

complètement d'accord avec vos propos, hélas. Quand je fais le constat des guerres en cours actuellement, je ne suis pas certain que la trêve olympique soit respectée. Mais il n'y a pas que les guerres, il y a aussi la condition des femmes dans le monde, et je pense à l'Iran, est-ce que les femmes seront présentes ? J'ai fait plusieurs voyages en Afghanistan où j'ai récupéré des athlètes femmes qui étaient vraiment menacées, j'entends qu'il y aura peut-être de la mixité dans la délégation afghane, je l'espère, sans aller jusqu'à espérer la parité, mais au moins la mixité.

David LAPPARTIENT

Je crois que nous irons jusqu'à la parité.

Michel MARLE

Ce serait formidable. Pour ce qui est de la question du français, je suis volontaire aux Jeux olympiques et les premiers messages de Paris 2024 sont malheureusement tous en anglais... D'autre part, il y a la lutte antidopage et ici aussi, la guerre des pays, qui comptent leurs médailles. Mais est-ce qu'elles seront propres ou pas ? On estime, selon les statistiques actuelles, qu'il y aura 30 % d'athlètes qui ont été dopés. Et je suis quand même un peu étonné qu'on soit aussi optimiste, quand on voit que pour une coupe de France de football, on brûle un car, on se bagarre, on piétine les gens, et on parle ensuite de trêve olympique ? Je voudrais croire à tout ce que vous dites, mais je ne suis pas sûr d'y croire encore.

Frédéric BRINDELLE

Je vais peut-être vous faire réagir tous à cette question, parce qu'il y était question du dopage, de la langue, de la trêve en elle-même. David ?

David LAPPARTIENT

Simplement, est-ce que c'est une raison pour abandonner notre idéal ? On voit les difficultés, on a vu cette finale de coupe de France, c'était affreux, bien loin des valeurs du sport. On voit effectivement face à cette politisation du sport la volonté de certains pays, et de la Russie notamment, de créer des Jeux de l'amitié qui sont des jeux politisés, des jeux qui vont à l'encontre des valeurs que nous avons. Et c'est une raison aussi pour laquelle le CIO ne doit pas s'éloigner de l'idéal qui est le sien, parce qu'à partir du moment où il va se politiser, assurément il va se diviser, se fragmenter, et à un certain moment, il ne sera plus le lieu de rencontre de l'ensemble des 206 délégations. Donc, certes, le monde ne va pas bien, il y a des guerres, il y a des difficultés ici, sur le territoire national, on l'a vu avec le match de coupe de France, mais cela me semble justement être l'occasion de réaffirmer de manière encore plus forte l'idéal qui est le nôtre. La trêve olympique, sans naïveté, on sait qu'elle ne sera sans doute pas respectée, cela a déjà été annoncé par un certain nombre de belligérants, mais cela, à mon avis, nous oblige encore plus à réaffirmer les valeurs de cette trêve olympique.

Frédéric BRINDELLE

En ce qui concerne les questions de sécurité, Pierre RABADAN, en ce moment même, les ponts sont fermés, vous mettez tout en place, vous êtes obligés de bouleverser le quotidien des Parisiens pour assurer une qualité de sécurité maximum. C'est à ce prix, finalement.

Pierre RABADAN

Oui. Je ne vais pas prendre le rôle du préfet de police de Paris, mais j'échange beaucoup avec lui et nous tenons de nombreuses réunions publiques, et il faut expliquer que la première nécessité pour un organisateur, d'autant plus lorsqu'il s'agit du plus grand événement du monde dans le contexte actuel, c'est d'en assurer la sécurité. Il faut prendre un certain nombre de mesures, il nous faut les expliquer, les mettre en place de manière efficace. Cela amène quelques contraintes sur l'instant T, mais on parle d'une période relativement courte par rapport à l'impact et l'effet que vont avoir les Jeux. Nous avons commencé en novembre, j'en suis à ma 27^e réunion publique avec le préfet de police pour expliquer tout cela, et je crois que maintenant, les choses sont mieux comprises et de fait, mieux acceptées. Juste une réaction sur ce qu'a dit David et votre question, ce qu'il s'est passé autour de la finale de la coupe de France est dramatique. Mais remplaçons cela aussi dans le contexte, il n'y a eu aucun incident au stade, et tout s'est bien passé pour 99 % des spectateurs qui étaient dans le stade de Lille. Il y a eu une difficulté sur les trajets de supporters qui voulaient manifestement en découdre et qui se sont retrouvés à un endroit où ils n'auraient pas dû se retrouver. C'est un problème, mais on parle de 200 personnes sur 60 000. En revanche, c'est inacceptable et il faut tous faire en sorte que cela ne se reproduise pas. Mais pour rejoindre ce que disait David LAPPARTIENT, ce n'est pas parce que certains veulent semer le trouble à l'ordre public et veulent en découdre – pour un prétexte qui est d'ailleurs assez politisé, c'est ce que j'ai lu, les groupes de supporters font beaucoup de récupération politique –, qu'il faut cesser de croire en des choses positives et de croire en l'outil qu'est le sport pour arriver à mieux vivre ensemble.

Frédéric BRINDELLE

Dans la question à plusieurs entrées de Michel MARLE, nous avions aussi la question du dopage. Rappelons que le COJOP lance une opération et c'est une première, la détection du dopage génétique, ce qui est une révolution, même si en termes de budget, effectivement, il faut suivre. Alexandra, je ne sais pas si vous vouliez intervenir sur la partie dopage, mais je pense que cela a dû aussi interpeller Pierre de COUBERTIN ?

Alexandra de NAVACELLE de COUBERTIN

Juste un mot pour rappeler qu'il a fallu à peu près quatre éditions des Jeux pour que cela prenne, et que si Pierre de COUBERTIN avait été pessimiste, les Jeux n'existeraient pas aujourd'hui. On s'inscrit dans une intention, dans une dynamique, je pense que l'humanité a ses failles, sa part d'ombre, ce n'est pas parfait et il y a lieu

en effet d'être découragés, mais je pense que c'est une énergie importante qu'il faut mettre au service de l'espoir et s'investir sur la durée. Car si nous n'y croyons pas, je pense que ce sera pire demain qu'hier.

Vincent PASQUINI

Je voudrais rebondir sur la question de l'existence de la trêve, sans naïveté. Si je reviens quatre ans en arrière, quand j'ai commencé à Paris 2024, l'existence de la trêve, d'une résolution de l'ONU de la trêve, cela n'intéressait personne. La résolution, elle passait traditionnellement par consensus, comme on l'a rappelé, ce qui veut aussi dire qu'elle passait sous le radar. Maintenant, ce que j'observe, c'est que ne pas la respecter, cela commence à devenir un sujet de relations internationales. Elle a été violée, on s'en souvient, ensuite la résolution n'est pas passée par consensus, mais du coup, elle a donné quand même lieu à une discussion, à quelque chose d'assez fort et finalement, personne ne s'y est opposé. Et maintenant, elle prend une dimension politique, notre président l'a rappelé, cela devient un sujet de discussion qui fait que ne pas la respecter entraîne un coût un peu plus élevé. Maintenant, la question, c'est vraiment d'essayer de capitaliser là-dessus, de s'appuyer sur le rôle des Jeux, de dire : « Maintenant, la trêve olympique, c'est un sujet ». Je ne suis pas sûr que c'était un sujet il y a 10, 15 ans, quand finalement, d'un point de vue de relations internationales, ce n'était pas grand-chose. Maintenant, c'est vraiment quelque chose.

Frédéric BRINDELLE

Cette première table ronde absolument passionnante touche à sa fin, je vous demande vraiment d'applaudir très fort Alexandra de NAVACELLE de COUBERTIN, Pierre RABADAN, Vincent PASQUINI et le président de ces lieux, David LAPPARTIENT. Merci à vous quatre, nous allons enchaîner avec une photo évidemment pour Opinion Internationale, avec Jean-Pierre MOUGIN. La captation de ces échanges sera mise à votre disposition sur les réseaux sociaux et le site Internet du Comité Français du Fair Play.

Table ronde 2



LA JEUNESSE ET L'EDUCATION PAR LE SPORT

TABLE RONDE 2

Frédéric BRINDELLE

Nous passons à la deuxième table ronde, qui a pour thème « La jeunesse et l'éducation par le sport ». Comment accompagner par le sport nos plus jeunes ? Les intervenants de cette table ronde sont tous d'éminents spécialistes, à chaque degré de l'éducation. Tout d'abord Guillaume DIETSCH, qui est enseignant STAPS à l'université de Paris Est Créteil, et qui vient d'écrire un livre absolument magnifique sur les jeunes et le sport. Nous partons ensuite vers le second degré avec le directeur national adjoint de l'UNSS, Édouard ANDREASSIAN. Nous allons chez les plus jeunes encore avec l'enseignement du premier degré et Véronique MOREIRA, présidente de l'USEP. Et le vice-président de l'UGSEL étant l'association qui gère la partie sportive au niveau des écoles libres pour l'ensemble des classes d'âge.



Guillaume DIETSCH, pour présenter un peu le débat sur cette relation du jeune et du sport, qu'avez-vous voulu montrer dans votre livre « Les jeunes et le sport : Penser la société de demain » ?

Guillaume DIETSCH

Bonjour à toutes et à tous. J'ai souhaité montrer deux choses, et je pense que nous en avons parlé dans la première table ronde. Tout d'abord, le sport est le reflet de la société. Et il est vrai qu'aujourd'hui, la jeunesse est confrontée à des conflits au niveau géopolitique, des crises sanitaires aussi dans cette période post-Covid, et on parle beaucoup d'urgence sanitaire, notamment chez les enfants et les adolescents. Et deuxième chose, nous avons une jeunesse qui est née avec les nouvelles technologies. C'est aussi un sujet d'importance, la question du temps d'écran, l'usage raisonné des réseaux sociaux, et je pourrais finalement raisonner sur un autre enjeu de société que je n'oublie pas, dont on a parlé peut-être brièvement à travers les Jeux olympiques et paralympiques, c'est l'urgence climatique. Cette jeunesse est confrontée à ces crises multiples et va aussi évoluer dans la manière dont elle appréhende la pratique sportive. Nous avons parlé des valeurs du sport, nous pourrions en reparler puisqu'en soi, le sport n'est pas vecteur



de valeurs, c'est peut-être davantage notre société qui véhicule ces valeurs. Il y a selon moi une question d'importance, c'est l'objet de cette table ronde, c'est la question de l'éducation. Comment peut-on à l'école, et j'ai envie de dire de la maternelle jusqu'à l'université, puisque je suis aujourd'hui enseignant STAPS, accompagner ces jeunes, les éduquer, leur permettre à travers des valeurs fondamentales de notre société, la liberté, l'égalité, la fraternité, de pouvoir effectivement faire des choses ensemble par le sport, de pouvoir aussi avoir un esprit critique. Et aussi peut-être répondre à ce que rappelle l'UNESCO dans sa charte, c'est la question de l'égalité des chances, l'accès à l'éducation physique et sportive de qualité.

Nous avons parlé précédemment d'impact du sport, en quoi le sport peut être un outil important aujourd'hui pour peut-être changer nos sociétés, sans être dans un discours naïf, mais dans une perspective, penser la société de demain, d'où le sous-titre de mon livre, « Les jeunes et le sport : Penser la société de demain », pour aller aussi se projeter sur cette question d'héritage. Pierre RABADAN l'a rappelé au niveau de la ville de Paris et c'est évidemment un objectif important du COJOP, il y a cette question de la jeunesse et de l'après. Que retiendrons-nous finalement de ces Jeux olympiques et paralympiques de Paris ? Et je pense qu'on parlera certainement des dispositifs et surtout de la place de l'EPS à l'école, aujourd'hui et demain, en France.

Frédéric BRINDELLE

Vous êtes ancien professeur d'EPS au collège notamment, et vous enseignez maintenant dans cette filière qui est le STAPS, vous préparez donc des jeunes à devenir des professionnels du sport. Est-ce que c'est plus facile ou moins facile aujourd'hui ?

Guillaume DIETSCH

Je pense qu'il y a peut-être deux éléments ou deux réponses à vous apporter. Dans un premier temps, effectivement, au STAPS, nous sommes face à des étudiantes et des étudiants passionnés par le sport, qui cherchent à en faire leur profession dans les métiers du sport, mais aussi de l'éducation et de la santé. Pour autant, aujourd'hui, lorsqu'on parle d'impact du sport, il y a nécessairement aussi des formations à faire évoluer puisque demain, ce seront les futurs éducateurs, enseignants, peut-être responsables dans les fédérations, les clubs entre autres. Et ils doivent donc aussi être formés à ces enjeux de société. Aujourd'hui, dans les formations STAPS, vous êtes formés justement aux enjeux autour du sport durable. Aux questions aussi, disons-le, liées à un sport qui peut être aliénant, nous avons parlé de dopage, mais il y a aujourd'hui aussi un sujet très important, c'est la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans le sport. Je pense que le sport est aussi le reflet de la société, de ses travers, de ses maux, et au-delà d'être passionné par le sport, il y a surtout aujourd'hui, selon moi, un enjeu de formation, puisque demain, encore une fois, ce seront les futurs éducateurs dans les fédérations, dans les écoles. Et nous n'avons peut-être pas suffisamment, mais nous avançons dans ces contenus autour de sujets d'importance.

Frédéric BRINDELLE

Et finalement, vous faites des citoyens aussi.

Guillaume DIETSCH

Oui, on oublie peut-être de parler, ou pas suffisamment, de ce triple projet : la formation du citoyen, le bien-être qui est très important aujourd'hui, et l'après aussi puisque de nombreux athlètes vont à un moment arrêter leur carrière. Et là aussi, il y a une préparation nécessaire. A l'université et en STAPS à Créteil, nous sommes en partenariat avec l'INSEP, donc nous accompagnons aussi les sportifs de haut niveau. Il y a peut-être aussi un investissement à faire autour de la place du sport à l'université, qui est un enjeu d'importance, à un moment où les jeunes adultes décrochent, arrêtent l'activité physique et sportive. On parle très souvent de cette période 11-12 ans à l'adolescence, mais l'entrée soit dans la vie active, soit dans la vie étudiante est aussi un moment où les jeunes arrêtent l'activité physique et sportive, en dehors de mes étudiants et étudiantes en STAPS.

Frédéric BRINDELLE

Merci Guillaume. Tournons-nous maintenant vers l'UNSS, nous y sommes pratiquement tous passés, cher Édouard ANDREASSIAN, est-ce que les jeunes y passent toujours autant ? Finalement, le sport a-t-il encore cette place à l'école, alors qu'il y a des clubs, ou des jeunes qui préfèrent les jeux vidéo au sport ? Est-ce que vous arrivez toujours à fédérer cette jeunesse dont on dit par exemple, au collège, qu'elle est assez ingérable, vous y arrivez ?

Édouard ANDREASSIAN

Bonjour à tous. Oui, nous y arrivons plutôt bien. Je voulais d'abord préciser que l'UNSS est une entité particulière, c'est une association qui est présidée par madame la ministre de l'Éducation nationale, mais aussi une fédération qui est en lien, en prise directe avec toutes les fédérations sportives sous forme de convention nationale déclinée en territoires. Et c'est surtout une entité qui organise des événements, donc des compétitions sportives à différents niveaux, mais aussi événementielles, promotionnelles, avec des pratiques novatrices et qui compte 1 100 000 licenciés, ce qui n'est pas rien. Ces licenciés sont concernés par les



associations sportives, encadrés par les enseignants et enseignants d'EPS, qui ne sont d'ailleurs pas uniquement des animateurs d'EPS, ils entraînent, ils forment, ils éduquent. Et justement, par rapport à votre questionnement, le mot éducation chez nous est prépondérant sur deux axes. Le premier axe, c'est un appui sur la pratique physique sportive, mais aussi artistique. Et le deuxième axe essentiel pour nous, c'est que lorsqu'on parle d'éducation et de valeurs, on parle aussi de respect, de l'impact du

respect de l'autre, du respect des différences avec une commission nationale éthique qui travaille beaucoup. Nous sommes parrainés par le sénat sur un prix national, nous avons un livret pédagogique pour lutter contre toutes les formes de discrimination, qui va être envoyé dans tous les établissements de France à la rentrée. Et puis aussi, pour garder les élèves, pour les motiver, on perçoit qu'au-delà du respect de l'autre, il y a le respect de soi en tant que personne, et la capacité à pouvoir prendre sa place dans un groupe et prendre des responsabilités. Nous avons donc un dossier « génération responsable » qui permet d'avoir différents rôles au sein de l'UNSS, qui permet de motiver les élèves qui n'ont pas une appétence sportive à prendre des rôles comme l'arbitrage, le reportage et aussi le coaching par exemple.

Frédéric BRINDELLE

Je pense, puisque nous évoquons les Jeux olympiques, la trêve olympique, à une belle opération, j'y ai croisé votre prestigieux directeur, Olivier GIRAULT, ancien capitaine de l'équipe de France de handball, champion olympique. C'était à Colombes, au stade Yves du Manoir, il y avait les finales du championnat de France UNSS, pratiquement dans la foulée de l'inauguration de ce fabuleux site qui va accueillir le hockey sur gazon aux Jeux olympiques. Finalement, l'UNSS a-t-elle emboîté le pas par rapport aux enjeux olympiques ?

Édouard ANDREASSIAN

Oui, tout à fait. D'ailleurs, le hockey sur gazon chez nous est une petite activité entre les licenciés, mais nous considérons que nous n'avons pas de petite activité. Chaque élève a le droit de pouvoir pratiquer son activité et de le faire de façon compétitive. Et le fait de pouvoir ce jour-là proposer les finales du championnat de France UNSS lors d'un événement, l'inauguration d'un stade qui sera porteur au niveau des Jeux olympiques, est pour nous un héritage important. Pourquoi ? Parce que les élèves qui étaient présents lors du Championnat de France des lycées, nous allons les perdre, puisqu'ils vont quitter le lycée. Il est donc important qu'ils perçoivent qu'au-delà du lycée, il y a une pratique physique à faire perdurer, soit en faculté soit dans les clubs, et que pour nous justement, l'événement olympique actuel ne doit pas rester uniquement un événement ponctuel, mais un héritage qui permette à tous nos élèves licenciés d'aller au-delà dans la pratique.

Frédéric BRINDELLE

Vous avez l'impression que l'UNSS est le relais idéal pour amener les jeunes au sport ? Vous êtes en concurrence avec les clubs ?

Édouard ANDREASSIAN

Non, ce n'est pas une concurrence, c'est une complémentarité. Je vais vous dire pourquoi. L'essentiel de la complémentarité, c'est que très souvent, les enseignants de l'éducation physique, ce sont les personnes qui peuvent faire le lien et c'est important d'ailleurs dans les OMS, j'ai été longtemps président d'un omnisport, il est important

que les professeurs d'éducation physique fassent le lien avec les clubs, avec les mairies, les directeurs des sports pour justement cibler des élèves qu'ils connaissent, qui sont forts dans la pratique physique ou aussi dans les responsabilités, et qu'au lieu de les perdre, on les garde et que les enseignants d'éducation physique fassent le lien avec les clubs des communes. Donc non, il ne s'agit pas de concurrence, c'est une complémentarité essentielle pour nous.

Frédéric BRINDELLE

Nous allons maintenant passer du secondaire au primaire avec Véronique MOREIRA, présidente de l'USEP. Véronique, à l'occasion de Paris 2024, beaucoup de choses ont été proposées aux instituteurs, je pense notamment aux 30 minutes de sport quotidiennes. En cette année olympique, qu'est-ce que le sport a finalement apporté de plus à nos jeunes dans les écoles ?

Véronique MOREIRA

Vaste question ! Bonjour à toutes et à tous. Je pense tout d'abord qu'à l'école, il ne faut pas parler de sport, mais d'activité physique et sportive. Parce qu'il y a l'éducation physique et sportive, puis il y a le sport scolaire. Je suis présidente du sport scolaire, les activités de l'USEP viennent en complément de l'EPS et vont dynamiser l'EPS. Ce qu'a apporté Paris 2024, c'est un catalyseur, pour que tous les enseignants augmentent leur projet sportif, se lancent dans des dynamiques. L'USEP a proposé un projet qui s'appelle « Les enfants font leurs Jeux », qui a permis aux enfants de réaliser des défis sportifs et culturels sur toute l'année. Donc cet objectif-là, il est atteint, c'est l'objectif de dynamiser les enseignants autour du projet sportif. Paris 2024 et les Jeux ont été un fort catalyseur.



Frédéric BRINDELLE

Une belle opération estampillée USEP. L'aspect sportif, on le comprend assez aisément, c'est-à-dire que vous avez incité les instituteurs à faire pratiquer. Sur l'aspect culturel autour des JOP, quelles ont été les thématiques, puisque nous parlons de la trêve olympique par exemple, j'imagine qu'elle y avait sa place ?

Véronique MOREIRA

Tout à fait. Il y a eu des activités culturelles, notamment autour des affiches. Les enfants réalisaient des affiches, ils ont réalisé une flamme olympique, ils ont reconstitué la cérémonie d'ouverture. Il y a beaucoup de choses à faire, les valeurs de l'olympisme sont très intéressantes pour cela. Mais le plus intéressant, puisque

nous parlons de la trêve olympique, c'est de faire en sorte que les enfants, au cours des activités physiques et sportives, développent les valeurs qui vont contribuer à la fraternité et à la paix, c'est surtout cela que nous avons ciblé dans les activités. Et à l'USEP, nous associons vie sportive et vie associative, c'est-à-dire qu'à la fois les enfants vont s'engager dans des activités physiques et sportives, et à la fois ils vont s'impliquer dans l'organisation. Parce qu'en les impliquant dans l'organisation, on leur permet de vivre des émotions, de vivre des valeurs dans des situations concrètes. Les discours autour de la fraternité, la paix, la solidarité ne parlent pas tellement à de jeunes enfants. En revanche, un enfant qui est confronté dans une activité physique et sportive à une injustice, parce qu'il a été poussé au moment où il réalisait une action, eh bien là, quand l'arbitre siffle et répare la faute, c'est...

Frédéric BRINDELLE

Il y a un règlement.

Véronique MOREIRA

Voilà, le respect de la règle et le respect de la personne. Quand un enfant est exclu d'une activité et que l'enseignant ou d'autres enfants réintègrent l'enfant dans l'activité, il vit réellement cette valeur de solidarité, de fraternité. Idem sur un enfant qui a besoin d'aide, les autres enfants vont l'aider dans l'action sportive, à ce moment-là, on vit les valeurs de solidarité. Et c'est ce que nous essayons de faire en impliquant fortement les enfants. Nous les impliquons aussi dans la conception de la rencontre sportive, parce qu'à ce moment-là vont se poser plusieurs questions, comment intégrer-on l'égalité filles-garçons dans la rencontre.

Frédéric BRINDELLE

Par exemple, on ne met pas la fille dans les buts.

Véronique MOREIRA

Exactement. Donc toutes ces questions-là vont être manipulées par les enfants, et vont leur faire comprendre aussi pourquoi il faut instaurer des règles, à quoi elles servent. Et quand on dit aux enfants : vous allez organiser une rencontre, comment cela va-t-il se passer ? Bien souvent, ce sont eux qui fixent des règles parfois plus strictes que celles des adultes.

Frédéric BRINDELLE

Oui, parce qu'ils évaluent la possibilité de débordement, finalement.

Véronique MOREIRA

Voilà. Et quand des enfants organisent aussi une rencontre pour d'autres, eh bien ils ont le retour immédiatement, « c'était bien » ou alors « non, ce n'était pas bien, là on ne peut pas faire ça ». Il est aussi très important de responsabiliser les enfants sur des questions environnementales quand on organise une rencontre, comment gérer les déchets, comment gérer les déplacements, quelle va être l'empreinte écologique. Toutes ces questions-là sont très intéressantes pour les enfants et construisent ce futur citoyen, à qui nous allons confier le fait de développer des valeurs qui sont celles de la fraternité et de la paix, et pas celles de l'opposition et de l'agressivité.

Frédéric BRINDELLE

Merci Véronique MOREIRA. Fabrice BOISUMEAU, avec l'UGSEL vous avez une action qui part du plus jeune âge et nous emmène jusqu'à la fin du cursus scolaire. En l'occurrence, dans les écoles privées. Et vous mettez un point d'honneur, bien sûr, à conserver la pratique sportive de compétition, mais aussi à développer ce que vous appelez le sport de masse. Expliquez-nous.

Fabrice BOISUMEAU



Bonjour à tous. Oui, effectivement, premier axe, le sport de compétition. Avec deux petits points de vigilance sur le constat actuel, c'est qu'effectivement, nous avons une génération à deux vitesses. Dans le cas du triathlon par exemple, nous avons une génération de triathlètes exceptionnelle, et en même temps, nos élèves ont perdu 25 % de leur capacité cardiaque, on le sait avec le professeur CARRÉ aujourd'hui. Nous avons donc un sport qui est vraiment à double vitesse, on le constate sur nos compétitions, avec une tendance à la baisse des performances moyennes. Lors des derniers régionaux d'athlétisme par exemple, les résultats étaient moins bons qu'avant la Covid. Alors qu'en même temps, nous avons des athlètes qui sont excellents dans leur sport. Nous avons aussi une génération d'enseignants qui sortent de STAPS avec un profil moins « sportif élite » que les générations précédentes. Avant, nous avions des enseignants, profs d'EPS qui étaient encore entraîneurs en clubs, etc. C'est moins vrai aujourd'hui. Nous avons donc ce besoin et cette nécessité d'aller dans le sport de compétition pour toutes les valeurs qu'il véhicule, mais nous avons en même temps cette nouvelle identité des professeurs d'EPS, les enjeux de société, mais aussi cette génération post-Covid qui a plutôt besoin, elle, d'un sport sans la pression compétitive. On pourrait d'ailleurs se poser la question de savoir si c'est du sport ou de l'activité physique. Il ne faut pas que nous rations le virage en 2024, afin de pouvoir raccrocher ces jeunes et leur offrir des temps d'activité physique et sportive qui correspondent à leurs besoins. Cela va être effectivement du sport plutôt orienté, ce sont les tendances aujourd'hui, vers du sport bien-être, du sport santé, du sport nature avec des challenges nature,

du sport rencontre. Nous avons une génération qui, heureusement aujourd'hui, cherche à avoir des temps de rencontre fraternels et pas forcément compétitifs, mais du partage. Donc des rassemblements artistiques autour de la danse, autour des arts du cirque. Nous avons maintenant dans certaines associations sportives du yoga, ce qui n'était pas du tout le cas il y a 10 ans. Et nous avons aussi l'inclusion. Avant, nous avions plutôt tendance à proposer des temps spécifiques à nos élèves porteurs de handicaps, aujourd'hui ils sont dans nos compétitions avec des challenges. Avec nos élèves porteurs de handicaps ou valides, ce n'est pas forcément le défi sportif qui prévaut, mais les valeurs de partage, d'inclusion. Et puis nous sommes aussi très heureux depuis plusieurs années, mais c'est le fruit du travail des fédérations avec lesquelles nous sommes en partenariat, de développer la recherche de la parité et la place de la femme dans le sport. Je suis très heureux de voir des jeunes filles au foot. Aujourd'hui, elles sont mises en valeur, il y a une vraie relation fraternelle entre les garçons et les filles, et les compétitions de foot féminin explosent.

Frédéric BRINDELLE

Et parallèlement, des garçons qui font de plus en plus de la danse, par exemple.

Fabrice BOISUMEAU

Oui, la danse, les arts du cirque, le yoga. Il y a donc un vrai virage à ne pas louer, parce qu'il faut aussi aller chercher ces élèves-là, et on le sait, plus de la moitié de nos jeunes sont aujourd'hui en dessous du taux d'activité nécessaire pour leur santé. Il faut que nous puissions proposer des formats peut-être non compétitifs, mais sportifs ou d'activité physique qui leur permettent de trouver du sens et de pratiquer, car c'est cela la base, c'est d'emmener les jeunes vers la pratique.

Frédéric BRINDELLE

Et lorsque vous proposez des manifestations à caractère compétitif, vous permettez aussi aux élèves de développer certains rôles entre guillemets « parallèles ». Par exemple, journaliste commentateur sportif, juge, arbitre, etc.

Fabrice BOISUMEAU

Oui, nous retrouvons un peu ce qui a déjà été dit pour l'UNSS, nous sommes aussi là pour développer des compétences transversales et des rôles sociaux. Le sport scolaire aujourd'hui est aussi un vecteur pour développer les rôles sociaux. Nous avons effectivement le jeune journaliste, c'est nouveau, et avec l'audiovisuel, nous avons des jeunes qui font des reportages quasiment sur toutes les compétitions. On se suit sur Instagram, on voit des petites compétitions UNSS, UGSEL en live, c'est formidable. Et nous avons aussi beaucoup développé le secourisme, nous avons plus de 60 000 jeunes formés, qui accompagnent les équipes de secouristes sur place. Nous prenons également des jeunes pour tout ce qui est logistique, pour l'accueil,

l'organisation, le secrétariat. Et il nous arrive régulièrement de solliciter des jeunes en bac professionnel, par exemple si nous avons un gros rassemblement, nous allons faire un bac professionnel sur la sécurité. Donc effectivement, les rôles sociaux ont vraiment pris aujourd'hui une place importante dans le format des compétitions sportives scolaires.

Frédéric BRINDELLE

Merci Fabrice. Guillaume DIETSCH, sur la place du prof d'EPS, est-ce que c'est facile actuellement de trouver des profs d'EPS, et peuvent-ils travailler correctement aujourd'hui ?

Guillaume DIETSCH

Beaucoup de questions effectivement, mais très pragmatiques. Il y a déjà un contexte global, avec une problématique au niveau des enseignants au premier degré et second degré, au niveau des STAPS et des professeurs d'EPS, on reste sur une des seules disciplines encore actives. C'est-à-dire que par rapport à un nombre de postes ouverts au concours, on reste sur un nombre de candidats assez important, ce qui garantit tout de même une forme de sélection, et surtout une qualité, et les compétences qu'on va développer chez un enseignant d'EPS à bac+5, avec nous l'avons dit des compétences transversales, des compétences sportives, on pourrait discuter effectivement de l'évolution des enseignants d'EPS. Et je pourrais apporter des réponses de ce point de vue-là. Nécessairement aussi, deuxième partie de votre question, se pose le sujet de l'héritage autour des installations sportives. La question qui se pose, c'est effectivement l'après des Jeux olympiques et paralympiques. On peut s'attendre dans les clubs et les associations dans le sport scolaire, mais aussi dans les différentes fédérations sportives, à ce qu'il y ait un afflux de licenciés. C'est donc une problématique qui est commune avec l'EPS, serons-nous effectivement demain en capacité d'avoir des installations sportives, des moyens pour accueillir ces élèves. Et par rapport à cette question de l'EPS, la question n'est pas tant le nombre d'heures dans les programmes, c'est aussi de savoir si nous sommes capables de garantir ces heures et ce temps d'enseignement effectif. Parce qu'il peut y avoir un temps de déplacement, et dans certains territoires des installations plus vétustes qui demandent aussi peut-être une rénovation. Lorsqu'on parle d'inclusion, de mixité, lorsqu'on parle aussi effectivement d'empreinte carbone et de durabilité, il y a peut-être aussi une réflexion à opérer sur les installations sportives, puisqu'en France elles datent globalement des années 60, mais dans l'idée quand même de répondre à un sport fédéré. Donc nous sommes sur le gymnase de type C, le 40x20 mètres, le terrain de handball, mais aujourd'hui...

Frédéric BRINDELLE

Il fait trop chaud en été, il fait trop froid en hiver.

Guillaume DIETSCH

Mais la question tourne surtout autour des formes de pratiques qui se développent dans le sport scolaire. Je vais prendre un exemple, car j'ai une collègue qui est en STAPS avec moi, qui est vice-présidente de la Fédération de handball. Aujourd'hui se développent des formes de pratiques autour du 4x4, le handball à quatre, au basket, le 3x3, qui se développe aussi en milieu universitaire et scolaire. Cela bouleverse évidemment les installations sportives, les formes de pratique, mais je pense que c'est une avancée intéressante, car cela permet de capter une nouvelle population, ces jeunes qui sont peut-être moins focalisés sur la compétition. Aujourd'hui, il suffit de regarder tous les baromètres des pratiques sportives, il est question de santé, certes, mais quand même de plaisir, de convivialité. Nous parlons de fraternité. C'est peut-être l'occasion de repenser des formes de pratiques, je rejoins Véronique MOREIRA, qui permettent de répondre aux aspirations des jeunes, et de développer, peut-être, ces formes mixtes de pratiques et être vraiment sur ce faire ensemble à travers le sport.

Frédéric BRINDELLE

C'est vrai qu'au bout du compte, aujourd'hui il y a les clubs d'escalade, qui sera discipline olympique, les clubs de tir à l'arc par exemple, et donc effectivement, le sport scolaire doit suivre. En ce qui concerne le niveau, Édouard ANDREASSIAN peut-être, ce que nous évoquions sur les performances sportives qui seraient un peu moins élevées qu'avant la Covid, vous partagez aussi ce constat ?

Édouard ANDREASSIAN

Oui, forcément. Avec une période Covid assez conséquente, les performances ont un peu baissé, mais il faut aussi cibler la stratégie pendant cette période Covid où l'activité ne s'est pas arrêtée pour l'USEP, l'UGSEL et l'UNSS. Des pratiques justement novatrices ont été mises en place, il y a eu des pratiques surtout ciblées sur la santé. Nous avons fait une caravane santé qui est venue de l'Académie de Versailles, où nous avons fait des tests réguliers pour tous les élèves. Les enseignants d'EPS sont restés actifs, et nous aussi au niveau des organisations. Il n'y a pas eu de temps de latence. Et justement, l'important par rapport à cette notion de pratique physique et de performance, c'est que chaque entité que nous sommes ne doit pas rester dans son pré carré, il faut vraiment qu'il y ait un lien constant entre nous. On le fait avec l'USEP par rapport au cycle trois, CM1, CM2, 6e qui est institutionnalisé. Mais concrètement, ce n'est pas si simple pour nous de faire le lien de la pratique physique motrice entre l'USEP, l'UNSS, ni de faire le lien entre le lycée et les grandes écoles et l'université. Pour exemple, nous avons fait un championnat de France commun, savate, boxe française, dans le même temps, dans le même lieu, avec l'UNSS et la FFSU. Et là, les lycéens ont pu percevoir que la pratique continuait au-delà du lycée. Le niveau de pratique des élèves passe donc aussi par une vraie connivence entre les différentes fédérations que nous sommes, et il y a là un véritable enjeu. Et enfin, pour finir, lorsque nous faisons les conventions nationales entre nous avec l'USEP,

l'important, ce sont les territoires. Et les territoires, il faut qu'ils impactent ce que nous disons, en particulier sur l'urbain, sur la ruralité. Il y a souvent des milieux ruraux où il n'y a pas de clubs, où il n'y a pas d'installations, et le seul lieu où la pratique est conséquent, c'est chez nous.

Frédéric BRINDELLE

Là, vous êtes unique.

Édouard ANDREASSIAN

Disons que nous sommes l'aspect central de la pratique physique et motrice des élèves, il est donc très important de raisonner en termes de performance, comme sur la question des obligations nationales que nous avons avec les fédérations, et la déclinaison jusqu'aux territoires et aux districts.

Frédéric BRINDELLE

Le lien avec l'USEP justement, une réaction, Véronique MOREIRA ?

Véronique MOREIRA

Il faut commencer par souligner qu'il y a une grande continuité de l'USEP jusqu'à l'université sur cet enjeu majeur, qui est celui de faire réfléchir les enfants à la façon dont ils pratiquent. Il faut qu'ils soient conscients que pratiquer du sport, ce n'est pas n'importe quoi, on peut le faire bien ou on peut le faire mal. Et nous les éduquons pour qu'ils te fassent le mieux possible. C'est un fil conducteur de la maternelle jusqu'à l'université. Ensuite, sur le premier degré, nous n'avons pas forcément un problème d'équipement parce que c'est assez facile finalement, on peut faire faire de l'activité physique et sportive aux enfants sur un terrain, sur un champ, je sais que dans les milieux ruraux, certains le font sur la place du village. Mais en revanche, nous avons un problème de formation des enseignants. Nous avons des enseignants qui ne sont pas assez formés pour pouvoir enseigner l'éducation physique et sportive, ou qui se censurent eux-mêmes et se disent : « Non, on ne va pas le faire car je ne suis pas expert ». Alors qu'il ne faut pas forcément être expert. Et ce qui se passe, c'est que nous avons à peu près deux heures de sport, mais pas dans toutes les écoles. Dans les écoles où il y a de l'USEP, il y a de l'EPS, il y a aussi les 30 minutes, je vais y revenir. Ce sont ce que nous pourrions appeler des « écoles sportives ». Et il y a toute une partie des écoles qui ne sont absolument pas sportives et qui nient l'activité sportive, et qui n'en font pas. La première proposition serait donc d'augmenter la formation des enseignants en EPS pour qu'ils puissent faire. La deuxième proposition serait que l'association USEP soit dans toutes les écoles de façon obligatoire, comme elle l'est pour l'UNSS. Et concernant les 30 minutes d'activité physique et sportive, je suis tout à fait favorable au fait que les enfants bougent beaucoup, puisqu'à l'école ils sont beaucoup trop longtemps assis, donc il faut redonner une place au corps à l'école, c'est un enjeu de santé. Mais ces 30 minutes, elles ne peuvent pas remplacer l'EPS, elles viennent en plus pour permettre aux enfants à tout moment de la journée de se

dire : « Tiens, là, on va s'organiser, on va faire un jeu, on va sauter à la corde, etc. », plutôt que de rester assis sur un banc, et c'est plutôt bien. Mais l'éducation physique et sportive permet aux jeunes d'acquérir des gestes sportifs qui vont leur permettre ensuite d'avoir une culture minimum pour aller frapper à la porte d'un club. Si nous ne faisons pas cela, nous allons avoir une génération d'enfants qui vont bouger, certes, parce que c'est bon pour leur santé, mais qui vont amoindrir leur culture sportive. Il faut garder les trois, 30 minutes d'APQ, l'EPS et le sport scolaire.

Frédéric BRINDELLE

Merci, Véronique. Ces 30 minutes de sport ont fait l'objet d'un de mes modestes éditoriaux dans Opinion internationale, et je me suis fait cette réflexion : les 30 minutes quotidiennes, c'est formidable, il n'y a rien à redire là-dessus. Mais on demande finalement aux instituteurs d'assurer cela, et je pense à ces nombreux entraîneurs, éducateurs sportifs qui sont dans les clubs avec des salaires de misère, car l'amplitude de temps consacré au travail est restreinte, et dans la mesure où il y a un budget pour développer ces 30 minutes de pratique à l'école, pourquoi ce budget n'est-il pas attribué aux clubs, qui seraient en relais avec les établissements scolaires ? Finalement, tout le monde pourrait y gagner. Je lance cette idée, une réaction peut-être... Fabrice BOISUMEAU ?

Fabrice BOISUMEAU

Je souscris déjà au déficit de formation, j'ai été moi-même formateur EPS auprès des professeurs des écoles, et la formation a été réduite de 50 % en quelques années. Il faut savoir qu'aujourd'hui, dans les maquettes de formation pour devenir professeur des écoles, la moitié des temps de formation sur l'EPS a été enlevée. C'est un chiffre qui doit nous interpeller, et je crois qu'il y a là un enjeu politique, il faudra que nos fédérations appuient fortement pour que nous retrouvions ce point d'appui. Parce qu'effectivement, l'enjeu essentiel, c'est l'éducation physique et sportive. Les APQ, c'est très bien, nous avons copié-collé un format finlandais parce que nous avons vu qu'il y avait une urgence au niveau de la santé. Mais ce que l'on a oublié, c'est que les enseignants avaient un déficit de formation. Ils font les APQ, mais ils ne font plus d'EPS. C'est malheureusement la réalité aujourd'hui dans de nombreuses écoles, et je rejoins ce point d'inquiétude, c'est une vraie question à l'UGSEL. C'est l'un des points que nous souhaitons vraiment remettre en avant dans la prochaine gouvernance. Et puis effectivement, sur le partenariat des clubs, il faut bien sûr qu'il y ait un partenariat, parce que l'école, c'est le départ, mais vous voyez bien, quand un lycéen n'a aujourd'hui que deux heures d'EPS, vous enlevez le déplacement, vous enlevez le changement dans le vestiaire, vous faites le calcul de ce qui reste... Si derrière il n'y a pas des liens, des ponts qui sont faits avec les associations sportives, nous n'arriverons pas à atteindre les objectifs nationaux.

Frédéric BRINDELLE

Oui, c'est un enjeu crucial. Vous vouliez réagir, Guillaume DIETSCH.

Guillaume DIETSCH

Oui, sur deux éléments. D'abord, sur la politique éducative. Pour systématiquement resituer ce contexte, il faut comprendre pourquoi les 30 minutes d'activité physique quotidienne sont progressivement parfois en train de se substituer à l'EPS. Et ensuite, peut-être par rapport à l'enjeu de santé. Il y a quelque chose de paradoxal, il me semble, entre l'ambition que l'on partage et une diminution des moyens dans la formation des professeurs des écoles. Deuxième élément, sur la politique éducative actuelle, on parle beaucoup des fondamentaux, il y a un choix qui est fait pour une recentration sur le français et les mathématiques, en école élémentaire, premièrement. Les professeurs des écoles ont aussi des programmes à tenir et parfois, l'EPS ou les 30 minutes d'activité physique quotidienne arrivent finalement de manière secondaire, parce qu'il y a un impératif par rapport au programme. Les enseignants sont aussi peut-être moins accompagnés dans des formations continues et inspectées en EPS. Il y a là peut-être aussi la question de la considération de l'EPS, mais plus largement, de la place du corps à l'école. Je suis ancien enseignant d'EPS, mais par exemple, je ne défendrais pas nécessairement la présence d'enseignants d'EPS en école élémentaire. Pourquoi ? Parce qu'aujourd'hui, et j'en viens au deuxième point sur l'enjeu de société, toutes les études scientifiques montrent qu'à travers le sport, il y a certes une réponse à l'enjeu de santé – le sport, c'est la santé, c'est un slogan politique qui date des années 60, et je dirais plutôt l'activité physique –, mais pour autant, je trouve que c'est réducteur puisqu'à travers le sport, aujourd'hui, on peut aussi développer des compétences psychosociales. Le professeur des écoles dans la classe peut permettre des apprentissages interdisciplinaires et aussi se rendre compte comment l'activité physique et artistique peut permettre à un enfant de développer des compétences, la solidarité à travers des jeux collectifs, la confiance en soi ou encore l'estime de soi. Aujourd'hui, les études scientifiques montrent qu'effectivement, la pratique sportive permet ces compétences psychosociales. Sur ce deuxième point, l'enjeu de santé, on ne nie évidemment pas la baisse des qualités physiques des jeunes, mais pour autant, je pense qu'à travers l'enjeu de santé qui peut s'expliquer en partie, mais pas seulement, par la Covid, il y a aussi cette question des compétences psychosociales dès l'enfance. Au Québec, on parle d'éducation physique et à la santé, et notamment par rapport à un concept qui s'appelle la littératie physique, c'est cette idée d'alphabétiser finalement une population, de la maternelle au lycée ou à l'université. Et là, ce qu'il est important de rappeler selon moi, c'est qu'à l'école, les objectifs sont totalement différents par rapport au collège et au lycée. On est plutôt sur de la psychomotricité ou de la motricité des activités physiques et artistiques à l'école. Et progressivement, cette idée de donner le goût aux disciplines sportives.

Frédéric BRINDELLE

Alors justement, je voudrais en parler, à vous Édouard ANDREASSIAN, déjà pour vous poser la question des sports qui marchent le mieux à l'UNSS. Et je vous lance aussi une question : la génération à laquelle j'appartiens a grandi avec les bases, c'est-à-dire l'athlétisme, la gymnastique, la natation. Après, il y a des sports collectifs fabuleux. Aujourd'hui, mes enfants rentrent de l'école et me disent : on a fait de l'accro, on a fait

du chewing ball, du tchoukball, je ne sais plus, j'ai oublié ! Expliquez-nous, alors que nous sommes en plein héritage de Paris 2024, ces sports-là, c'est très bien, mais il ne faut surtout pas qu'on oublie nos sports olympiques.

Édouard ANDREASSIAN

Oui, nous sommes d'accord là-dessus. Avant de répondre à cette question, je voulais faire simplement une remarque par rapport à ce qui a été dit sur la santé, c'est qu'il est important aussi que les élèves ou les licenciés que nous avons, que nous parvenons à accrocher sur la pratique, nous arrivions à les garder sur la durée du cursus, et c'est très compliqué de garder des élèves avec le grand choix d'activités. Il y a donc une vraie nécessité aussi de reconnaître les profs, sur ce qu'ils font, et de les mettre en avant. C'est ce qui manque, je pense, dans la société actuelle. Et pour répondre à votre question, en particulier sur l'athlétisme, nous avons deux activités chez nous qui s'appellent le « run and bike » et le « laser run », c'est-à-dire que les élèves courent en duo avec un VTT, il y en a un qui pédale et il y en a un qui court. Ils s'arrangent entre eux pour avoir une vraie stratégie physiologique et aussi en termes de performance, pour arriver à un instant T à un endroit en ayant échangé les supports. Il y a le « laser run » où l'élève court et fait ensuite un tir au laser. Nous ne faisons pas des activités novatrices juste pour être novateurs, nous essayons de répondre au mieux aux attentes et aux besoins des élèves, parce qu'ils ont de nouveaux besoins.

Frédéric BRINDELLE

Est-ce qu'on ne peut pas susciter les envies plutôt que de respecter leurs besoins ?

Édouard ANDREASSIAN

Les activités traditionnelles à l'UNSS sont bien sûr toujours là, nous avons le Cross national qui est notre plus grosse activité, il y a près de 6 000 élèves le jour J en Championnat de France.

Frédéric BRINDELLE

L'équipe de basket, de handball, de volley.

Édouard ANDREASSIAN

Exactement. Et le futsal, qui prend une ampleur énorme. Mais nous avons aussi, comme je l'ai dit tout à l'heure, des petites activités ou des activités novatrices, qui sont des activités combinées et qui permettent à tous les élèves de s'y retrouver. Je ne pense donc pas que nous soyons sur une ambivalence sport traditionnel, sport novateur. Je pense qu'il est surtout cohérent de proposer des activités que les enseignants d'éducation physique sont en capacité d'assurer, parce qu'il faut une formation quand on fait de nouvelles activités. Quand on fait de l'escalade par exemple, il faut que le professeur ait une vraie compétence sécuritaire : quand on fait de la boxe chez nous, on fait de l'assaut, on ne fait pas du combat. La savate, c'est de l'assaut.

Frédéric BRINDELLE

Est-ce que ce n'est pas cela le problème, finalement ? Puisqu'il faut être un spécialiste du handball pour enseigner le handball, et qu'il y a de moins en moins de personnes pour enseigner, on fait quelque chose qui ressemble à un melting-pot, et ce n'est pas à l'école qu'on va vous apprendre le volley-ball, c'est dommage.

Fabrice BOISUMEAU

Il y a deux choses, il y a ce que les programmes de l'EPS impliquent, et il y a le sport scolaire. Effectivement, sur le sport scolaire, que ce soit l'UNSS ou l'UGSEL, nous sommes assez posés sur les sports traditionnels. Chez nous, c'est l'athlétisme le sport phare, le cross. Donc pas d'inquiétude, nous avons des jeunes qui pratiquent à bon niveau. Par contre, sur l'EPS, nous avons eu une ouverture des activités traditionnelles, parce qu'on avait des enjeux de société de formation qui sont à visée globale de la personne. En fait, ce n'est pas la même finalité. Quand vos enfants rentrent de l'EPS et qu'ils ont fait du « tchoukball » ou je ne sais quoi, d'accord. Par contre, quand ils rentrent de l'AS... Je voulais donc faire cette petite parenthèse. L'autre point sur lequel je voulais rebondir, c'est que je pense que nos éminents politiques ont oublié, dans les dernières études sur l'apprentissage des enfants et leur capacité de concentration (parce qu'avec les écrans, on sait bien que c'est un problème) que c'est aujourd'hui l'activité physique qui a finalement le meilleur résultat. C'est-à-dire que ce sont les jeunes qui aujourd'hui ont une activité physique régulière dans la journée qui sont les plus performants scolairement, donc qui ont une meilleure concentration, une meilleure mémorisation. Il n'est donc pas forcément nécessaire de rajouter des heures de français et de maths, il faut rééquilibrer le rythme et retrouver la place du corps, comme on l'a dit, et la place de l'EPS telle qu'elle est bien enseignée en France. Cela permettra à nos jeunes d'être performants en maths et en français de toute façon. Mais sur ce point malheureusement, nous ne sommes pas trop entendus.

Frédéric BRINDELLE

Merci à tous les quatre, vous nous avez apporté une réflexion de fond sur la politique sportive française en moins d'une heure ! Je vais maintenant prendre une question, Gérard TUGAS peut-être, incontournable pour le Comité Français du Fair Play.

Gérard TUGAS

Bonjour à tous, Gérard TUGAS, secrétaire général du Comité Français du Fair Play et membre du comité directeur de la Fédération Française de Rugby. Je souhaiterais revenir sur deux points. D'abord, l'EPS par rapport à d'autres pays, notamment les Anglo-saxons qui ont une forme d'éducation différente. Dans un pays anglo-saxon, ils ont le sport tout l'après-midi, les clubs n'existent pas.



Frédéric BRINDELLE

Le fameux modèle allemand par exemple.

Gérard TUGAS

Les clubs n'existent pas jusqu'à un certain âge. C'est mieux, c'est moins bien, peu importe, c'est juste un constat. Le second constat, dans mon sport mais aussi dans d'autres, le football par exemple, c'est que nous avons parmi nos éducateurs, dans nos clubs, des enseignants, des instituteurs, des profs de sport que nous n'avons plus. Dans mon club, l'AS Béziers Hérault Rugby, qui est un club historique pas loin de l'élite, nous avions à un moment donné une dizaine d'enseignants. Aujourd'hui, nous en avons zéro, c'est certainement nous qui ne sommes pas bons pour ne pas les attirer.

Frédéric BRINDELLE

Réponse de Guillaume DIETSCH ?

Guillaume DIETSCH

Je partage ce constat, d'autant plus que je forme justement les enseignants d'EPS. Il y a deux réalités. Première réalité, il y a une problématique autour du bénévolat, qui concerne effectivement les clubs et associations. Et deuxième point, les enseignants et les futurs enseignants d'EPS, et simplement les étudiants, les jeunes pratiquent du sport différemment. La réalité, vous le savez mieux que moi, toutes fédérations confondues, c'est que nous sommes sur une pratique moins institutionnalisée chez les jeunes, une pratique plus auto-organisée, c'est-à-dire pratique libre en dehors des structures fédérales notamment. Donc de fait, cela a ensuite un impact sur les jeunes étudiants et futurs éducateurs enseignants. Un jeune, aujourd'hui, est sur de la multipratique, il va éventuellement faire un sport fédéré dans un club, mais à côté, il va s'inscrire dans une salle de remise en forme, il va ensuite pratiquer de manière libre sur un skate park ou dans les espaces de musculation street workout. Nous sommes donc aussi, à l'image de notre société, sur du zapping. Je le dis souvent, ce sont des jeunes qui pratiquent aussi du sport en mode Netflix. Faire un seul sport ou plusieurs, mais en tout cas sur plusieurs années, dans une fédération et dans différentes catégories, ce n'est plus le modèle actuel. Cela interroge nécessairement, selon moi, le modèle sportif, mais aussi cette question du bénévolat et peut-être de la valorisation du bénévolat de nos éducateurs.

Frédéric BRINDELLE

Question du bénévolat importante, Guillaume. Édouard, vous vouliez ajouter quelque chose ?

Édouard ANDREASSIAN

Oui, simplement que le club, c'est souvent une seconde famille. Quand on est dans un club, on est dans une autre famille et on y reste parce qu'on y est bien. Le fait que les

jeunes décrochent ou qu'il y ait moins de bénévolat, c'est que peut-être, nous n'avons pas fait cet effort pour créer le lien et faire que les gens se sentent dans une nouvelle famille. Et nous avons une vraie déperdition, c'est vraiment dommage.

Frédéric BRINDELLE

Autre question, c'est Michel TAUBE pour Opinion Internationale.

Michel TAUBE

Tout d'abord, merci pour tout ce que vous faites pour mobiliser nos jeunes. Étant papa moi-même d'une jeune ado, je sais à quel point il est difficile de les mettre à faire du sport, et ce que vous avez dit sur la baisse du niveau cardiaque est très inquiétant.

Édouard ANDREASSIAN

L'autre chiffre très inquiétant, c'est que si nous ne changeons pas les choses, les jeunes d'aujourd'hui auront une espérance de vie plus courte que leurs parents.

Michel TAUBE



Ce que vous dites est terrible. Je parle malheureusement souvent dans mes éditos de génération perdue. Et honnêtement, je soutiens évidemment Paris 2024, mais pensez-vous au final que cet extraordinaire événement aura permis aux enfants, aux jeunes de se mettre à faire plus de sport ? Et une petite remarque : les Jeux olympiques se passent en plein été, donc les classes seront fermées, les lycées, les collèges, les écoles primaires seront fermés. En revanche, les Jeux paralympiques se passent au moment de la rentrée scolaire, ce qui pourrait être l'occasion pour les jeunes de faire pendant une semaine peut-être beaucoup plus de sport dès la rentrée scolaire, et pourquoi pas également d'accompagner les athlètes paralympiques, car nous avons là aussi en France un très grand déficit de reconnaissance, de valorisation de nos concitoyens paralympiques.

Frédéric BRINDELLE

Véronique MOREIRA, réponse sur la pratique des jeunes avec Paris 2024 ?

Véronique MOREIRA

Nous sommes effectivement maintenant en train de nous attacher à l'héritage de Paris 2024. Pour les enfants du premier degré, l'héritage est décevant parce que les 30 minutes d'activité physique quotidienne ne suffisent pas, c'est un peu comme un pansement sur une jambe de bois, cela n'a pas modifié l'activité physique en

profondeur dans les écoles. Et comme je le disais, une association de sport scolaire est ancrée dans l'école, elle va dynamiser un projet sportif sur la durée, et il aurait mieux valu développer ce genre d'action, qui ancre définitivement des projets sportifs dans les écoles, plutôt que 30 minutes qui sont plus un effet de communication. Donc au niveau du premier degré, l'héritage est vraiment très discret, pour être diplomate. En ce qui concerne le paralympisme, si ces Jeux olympiques et paralympiques ont un héritage au niveau de l'école, ce sera l'acculturation de tous les enfants et enseignants au paralympisme. Il y a vraiment eu un bond en avant extraordinaire, avec au départ des activités paralympiques peu connues, des athlètes para peu connus.

Fabrice BOISUMEAU

Je souhaite juste ajouter qu'il y a eu quand même beaucoup dans les écoles, et qu'il y a aujourd'hui encore beaucoup d'olympiades, de réseaux, de rassemblements de jeunes, grâce aux JOP. Nous avons tout de même eu un élan dans toutes les écoles. La vraie question qui a été soulevée, c'est de savoir ce que nous en ferons demain. C'est-à-dire que si la formation ne suit pas, si l'accès aux infrastructures ne suit pas, nous allons avoir du mal à surfer sur la vague, comme on dit.

Frédéric BRINDELLE

Une autre question ?

Michel SAMPER

Bonjour, Michel SAMPER, président du Comité d'éthique de la Fédération Française d'Athlétisme, ex-athlète et président du GIFA, des Internationaux Français d'Athlétisme. Je reviens sur l'éducation par le sport. Je regrette, tout en étant d'accord avec vous, que par le développement d'activités autre que la compétition, celle-ci se voit réduite et se ressent de cette nouvelle politique. Je suis tout à fait d'accord, j'ai été président d'un grand club omnisport et j'ai développé beaucoup de sports loisir, de sports bien-être, de handisport, etc. C'est tout à fait nécessaire pour, je dirais, la société. Par contre, la compétition, c'est la vie. Il y a de la compétition partout, dans la vie. Et dans un club où un jeune découvre la société qu'il n'a peut-être pas connue avant, par un groupe, par un entraîneur qui va le former à un objectif, à travailler en équipe ou individuellement, à préparer une compétition, à gagner, à perdre, etc., c'est ce qu'il va connaître dans la vie. Je dirais que la chose la plus importante que le sport peut apporter à un jeune, c'est la confiance. C'est-à-dire trouver une pratique où il va se révéler, je parle pour moi, mais aussi pour beaucoup d'athlètes que je connais et qui ne seraient pas là où ils sont aujourd'hui, s'ils n'avaient pas connu le sport et le sport de compétition.

Frédéric BRINDELLE

L'école de la vie.

Michel SAMPER

L'école de la vie, prenez Tony ESTANGUET qui est pratiquement devenu le plus haut personnage du sport en France, avec David LAPPARTIENT. J'ai connu beaucoup de jeunes qui ont été récupérés par le sport, et je dirais par le sport de compétition et les encadrants qu'ils ont eus, qu'ils soient professeurs d'éducation physique et sportive ou qu'ils soient simplement professeurs du sport, ou simplement éducateurs, nous en avons connu beaucoup quand nous étions jeunes. Et nous leur devons beaucoup aujourd'hui!

Frédéric BRINDELLE

Oui, merci Michel SAMPER, Édouard ANDREASSIAN ?

Édouard ANDREASSIAN

Simplement pour dire que je pense que nous sommes tous d'accord, la compétition est une balance essentielle. Chez nous, à l'UNSS, il y a 150 champions de France qui induisent des championnats départementaux, académiques, il y a une vraie prégnance compétitive à l'UNSS, avec un pôle excellence pour celles et ceux qui sont en sport étude, en section sportive. Donc je pense que c'est, vous avez raison, d'une grande importance. Nous disons souvent d'ailleurs, lorsque nous allons aux Championnats de France en tant que directeurs nationaux, que tous les champions du monde olympiques et les médaillés sont passés par nos associations, ont fait de la compétition et sont arrivés au niveau où ils sont.

Véronique MOREIRA

Je souhaite prendre la parole tout de même sur la compétition. A l'USEP, nous avons supprimé la compétition, parce que l'objectif premier pour les jeunes enfants, c'est de prendre du plaisir à pratiquer. La compétition, elle viendra après. En mettant la compétition en place trop tôt, nous excluons tous les enfants qui sont déjà éloignés du sport, nous les excluons alors que nous voulons les inclure.

Frédéric BRINDELLE

C'est là un débat de fond, les avis sont partagés. Guillaume DIETSCH ?

Guillaume DIETSCH

Je pense que nous voyons bien que nous sommes historiquement sur ce modèle, dans cette idée de démocratiser le sport en France, dans les pratiques sportives, pour ensuite en dégager une élite. De là, on ne nie surtout pas l'EPS et le sport scolaire, bien au contraire, nous sommes toujours sur ce qu'on appelle les sports de base que vous avez cités : athlétisme, gymnastique, natation, ne croyez pas que nous sommes uniquement sur des formes hybrides. Pour autant, mais un peu à l'image de la santé, cela ne garantit en rien que la pratique sportive se pérennise demain. Et face à vous, vous avez notamment des réalités sociales très différentes. Ce que nous savons aujourd'hui,

c'est que le plaisir et ces compétences dont nous parlions, l'estime de soi, la confiance en soi, ce sont effectivement des compétences que nous allons pouvoir développer par l'activité physique. Et puisque nous parlons de continuum, développer dans l'enfance ce plaisir, ce goût pour une pratique physique et sportive, et ensuite élargir peut-être à différentes disciplines sportives, principalement à l'adolescence, et peut-être pour certains l'accès à la performance et la haute performance. Mais cela se fait étape par étape, et il y a peut-être effectivement une réflexion à avoir sur des besoins très différents entre l'enfant, l'adolescent et le futur adulte.

Frédéric BRINDELLE

Une troisième question maintenant, monsieur ?

Daniel LÉVY

Oui, Daniel LÉVY, membre du CFFP, sociologue. À l'écoute des deux tables rondes, j'ai trouvé un dénominateur commun qui passe par l'importance de la francophonie justifiée, le français étant une des deux langues officielles de l'olympisme, et l'éducation par le sport puisque la communication passe par les mots qui sont variables, par des langues qui sont différentes selon les pays, alors que l'éducation par le sport passe par des gestes qui sont universels. Et c'est un dénominateur commun qui va sembler être une évidence, bien sûr, mais est-ce que cela ne vous paraît pas être l'essence même, plus que de l'olympisme, de l'amateurisme et de l'éducation des enfants de l'avenir ?

Guillaume DIETSCH

Je vous rejoins sur un point, et nous l'avons évoqué par rapport aux 30 minutes d'activité physique quotidienne : le sport est un objet culturel. La question de l'accessibilité est fondamentale de ce point de vue-là. Lorsqu'on parle de gestes effectivement, on parle d'universalité. Voilà pourquoi je pense que réduire le sport uniquement à ses dimensions sanitaires, sur la mise en mouvement des corps, est réducteur parce qu'encre une fois, c'est un élément, un objet culturel pour nos sociétés, nos populations, par le geste, par la technique. Et donc, peut-être pour finir, les enseignants, mais les éducateurs aussi dans les clubs, sont des passeurs culturels. Lorsqu'on parle d'héritage, on parle de tradition, de transmission par le père et aussi par la mère, puisque vous êtes sociologue, vous savez comme moi qu'aujourd'hui, l'héritage par le sport, il passe encore majoritairement par le père. Et je pense que la question de la place de la femme aussi, de l'évolution de nos modes de vie, mais aussi des familles, certaines davantage monoparentales, parfois isolées, pour moi cela revêt un enjeu plus particulier sur l'après, pour encore une fois garantir cet héritage, cette transmission culturelle par les parents, mais aussi par les enseignants.

Frédéric BRINDELLE

Une avant-dernière question ?

Odile CHAUVET

Oui, bonjour, Odile CHAUVET, présidente générale du Stade Poitevin Omnisports, j'ai 6 000 membres et 26 sections. Je suis par ailleurs aussi membre du Comité Français du Fair Play et du conseil d'administration de la Fédération des Clubs Omnisports. Bien sûr, je suis d'accord avec tout ce qui a été dit. Et d'autre part, concernant la formation des enseignants, eh bien nous n'avons pas assez d'enseignants et le niveau, je suis désolée, monsieur, laisse de temps en temps à désirer. Dans les sections du Stade, à la fin de l'année, il va nous manquer des éducateurs parce que nous n'en trouvons pas. Et les jeunes vont vouloir faire du sport avec les Jeux olympiques, mais nous aurons un manque d'éducateurs, et aussi un souci d'installations. Et avec les collectivités, j'ai aussi fait trois mandats d'élue donc je sais un peu ce que c'est, nous n'aurons ni installations, ni moyens, ni éducateurs. Je lance le pavé dans la mare, mais c'est la réalité quand on est sur le terrain.

Frédéric BRINDELLE

Finalement ce n'est pas une question, c'est un témoignage, mais qu'il est important, parce qu'il résume parfaitement la situation. Une petite question rapide pour conclure...

Pascal FOURNIOUX

Je me présente rapidement, Pascal FOURNIOUX, ancien international de rugby et de rugby à 13. Je suis aussi un ancien enseignant, j'étais chef d'établissement dans un collège, et j'étais ingénieur de formation au ministère des Sports. Je vais poser une question très directe, car je suis membre du CFFP, ce pourquoi je suis là. Est-ce que vous enseignez aujourd'hui le Code du sportif dans le cadre des Jeux olympiques qui arrivent ? Je sais que la formation a beaucoup baissé, je suis retraité, mais je la connais bien. Le Code du sportif, dont les sept items s'affichent ici, et dont nous faisons en sorte qu'ils existent dans tous les ensembles de l'éducation. Et deuxième question, avez-vous parlé de la trêve olympique ?

Véronique MOREIRA

À l'USEP, nous sommes en partenariat avec le Comité Français du Fair Play, je suis administratrice aussi du Comité, et le Code du sportif est décliné dans nos activités USEP. Cela fait partie en tous cas des actions que nous menons. Et sur la question de la trêve olympique, comme je disais, pour les petits, c'est un concept un peu flou, un peu difficile. En revanche, nous travaillons sur les valeurs de solidarité, paix, fraternité, laïcité, tout ce qui constitue les valeurs de la République et je l'espère, la paix. Et nous essayons de faire en sorte que les enfants soient des artisans de la paix, et pas l'inverse.

Frédéric BRINDELLE

Fabrice BOISUMEAU.

Fabrice BOISUMEAU

Oui, c'est la même chose pour nous. C'est-à-dire que dans nos formats de compétition, effectivement, nous mettons en place le Code. Et cette année, nous avons mis en place des protocoles sur les compétitions pour formaliser un peu les choses et retrouver cette rigueur. On sent bien qu'il est nécessaire de redonner quelques points de repère qu'il ne faut pas oublier, qui sont des fondamentaux du sport qui est formateur. Et concernant la trêve olympique, j'ai envie de prendre un témoignage, j'étais l'été dernier aux Jeux de la FISEC, ce sont nos jeux internationaux. 15 délégations internationales, la place du geste, la place du corps. Et on se dit qu'on est à notre place, c'est-à-dire qu'il faut impérativement que les jeunes vivent l'expérience. Nous aurons beau faire des trêves comme on fait de beaux discours, la réalité, c'est qu'il faut qu'on ait les moyens de faire vivre à nos jeunes la rencontre de l'autre. Et c'est cela l'enjeu essentiel, il faut que demain, l'héritage, ce soit des rencontres partout en France, en Europe, que nos jeunes aillent à la rencontre de leur prochain. On voit bien, avec la montée des extrémismes, etc., qu'il s'agit d'un enjeu sociétal énorme qui dépasse l'enjeu de santé, qui est un enjeu éducatif et citoyen. Et c'est vrai dans beaucoup de collèges. Je suis chef d'établissement aussi, nous avons réussi à avoir la fameuse exposition « Sport et fraternité », que l'on met dans notre salle de permanence, donc tous les élèves la voient, voient toutes ces références historiques et s'en imprègnent. Les enseignants d'histoire travaillent aujourd'hui sur les JOP dans tous les collèges, ils font ce travail de fond. Il y a donc quand même une vague, je le disais, qui est en route. Maintenant, que va-t-on faire de la vague ?

Frédéric BRINDELLE

Guillaume DIETSCH ?

Guillaume DIETSCH

Oui, je rejoins effectivement cette idée de la mise en œuvre, et cette idée de faire vivre l'expérience. Ensuite, sur la dimension géopolitique, les étudiants effectivement sont formés à l'histoire et à la géopolitique à l'université, mais pas seulement puisqu'aujourd'hui, au lycée, vous avez des spécialités autour de la géopolitique. Mais encore une fois, la question, je pense, c'est effectivement la mise en œuvre, c'est un peu à l'image des valeurs. Les valeurs dans le sport, je suis désolé de le rappeler, c'est un mythe. Par contre, la question du sport comme moyen d'éducation, c'est un enjeu important, mais cela demande nécessairement cet accompagnement, et je rebondis sur le témoignage précédent, ce sont les moyens engagés, mais à l'échelle d'une politique globale, et pas simplement d'une discipline scolaire.

Frédéric BRINDELLE

Édouard ANDREASSIAN pour terminer.

Édouard ANDREASSIAN

Pour le code éthique, nous avons une fiche comportementale signée par les élèves, et les parents aussi, sur les phases de compétition. Nous avons des phases de compétition également de jeunes arbitres qui lisent un texte lié aux valeurs, et en particulier aux valeurs de la République, en sachant que chaque Championnat de France finit systématiquement par l'hymne national depuis maintenant quatre ou cinq ans. Et nous avons enfin un prix national éthique depuis 12 ans, parrainé par le Sénat, et nous avons été également à l'Assemblée Nationale, et en ce moment, nous sommes au Conseil d'Etat sur la remise des prix aux différentes associations sportives qui sont primées.

Frédéric BRINDELLE

Merci à tous les quatre, vous avez été magnifiques. Jean-Pierre MOUGIN, nous avons une pause d'une heure avant d'enchaîner avec la troisième table ronde ?

Jean-Pierre MOUGIN

Effectivement, nous proposons aux participants un petit cocktail pour se rafraîchir et se remettre en forme pour le troisième round du début d'après-midi sur la position du COJOP par rapport à la participation des Russes et des Biélorusses. Ce que je tenais à dire pour conclure cette première partie, c'est que l'UNSS, l'USEP, la FFSU sont membres du Conseil d'administration du Comité Français du Fair Play. L'UGSEL est membre également du Comité Français du Fair Play. Nous sommes donc tous prêts à défendre ensemble les valeurs du Code du sportif.

Table ronde 3



LA PARTICIPATION DES ATHLETES RUSSES ET BIELORUSSES AUX JOP DE PARIS 2024 « LE BOYCOTT DES JEUX OLYMPIQUES »

TABLE RONDE 3

Frédéric BRINDELLE



Mesdames et messieurs, voici notre troisième et dernière table ronde. Je rappelle que l'ensemble de ces tables rondes est capté et sera mis à disposition sur le site Internet du Comité Français du Fair Play, ainsi que sur le site de notre partenaire presse Opinion Internationale, journal du Web, qui sélectionnera les moments forts de ces tables rondes. La thématique du jour, rappelons-la, c'est la trêve olympique. Nous la déclinons de plusieurs manières, et nous allons maintenant nous intéresser à la question diplomatique à partir d'une situation concrète, celle des athlètes russes et biélorusses à Paris 2024, en vous rappelant bien sûr la décision qui a été prise par le Comité International Olympique, à savoir que les athlètes pourront s'aligner individuellement, mais sous bannière neutre.

Quatre intervenants sont avec nous pour cette troisième table ronde, au cours de laquelle nous aborderons évidemment le conflit russo-ukrainien, mais aussi la question d'Israël avec le Hamas et les autres conflits d'une manière générale. La trêve olympique est-elle possible ? Nous allons en parler avec Lukas AUBIN, directeur de recherche à l'IRIS. Nous accueillons également Samuel DUCROQUET, l'ambassadeur du sport au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. J'appelle également Michel TAUBE, directeur d'Opinion Internationale, média partenaire de ce forum. Et nous avons un invité prestigieux, il est hongrois, il a été deux fois médaillé d'argent au fleuret, il est aujourd'hui président du Comité International du Fair Play, c'est Jenő KAMUTI. Nous allons commencer avec Lukas AUBIN, qui est donc directeur de recherche à l'IRIS, l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques. Pouvons-nous peut-être déjà revenir sur l'origine de la trêve olympique d'un point de vue diplomatique ?

Lukas AUBIN



On utilise effectivement beaucoup l'expression « trêve olympique » ces derniers mois, évidemment, à l'aune des JOP de Paris 2024. Mais il faut se souvenir que la trêve olympique date de l'époque de la Grèce antique et des ancêtres des Jeux olympiques et paralympiques, à savoir les Jeux panhelléniques. À l'époque de la Grèce antique, les cités grecques, Olympie, Sparte, Athènes se faisaient régulièrement la guerre entre elles, mais elles communiquaient aussi par le sport tous les quatre ans.

Et tous les quatre ans, elles devaient respecter la trêve olympique, mais à l'époque, l'idée n'était pas d'arrêter les guerres grâce au sport, l'idée était simplement de laisser passer les athlètes entre les lignes militaires si un conflit pouvait potentiellement les empêcher d'atteindre un site des Jeux panhelléniques. Nous nous sommes évidemment aujourd'hui réapproprié cette notion, qui a bien changé. L'idée aujourd'hui, c'est bien sûr d'essayer d'utiliser le sport pour stopper les guerres le temps de la compétition.

Frédéric BRINDELLE

Lukas AUBIN, commençons par la question des athlètes russes et biélorusses, puisque la Biélorussie soutient la Russie dans le conflit contre l'Ukraine. C'était inévitable, cette solution du CIO de refuser les équipes collectives ? Est-ce que c'est finalement un schéma que l'on retrouve traditionnellement en pareil cas ?

Lukas AUBIN

Il y a tout de même un certain nombre de nouveautés, et c'est lié notamment au fait que le cas russe et biélorusse est assez spécifique. Il faut bien se rendre compte qu'au moment de l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, la Russie était déjà exclue des Jeux olympiques et paralympiques. Les athlètes pouvaient participer, mais sous bannière neutre, à savoir sans drapeau et sans hymne.

Frédéric BRINDELLE

Notamment pour les questions de dopage à Sochi.

Lukas AUBIN

Exactement, il y avait eu depuis 2014 des révélations sur un système de dopage d'état en Russie, qui partait du ministère des Sports pour descendre jusqu'aux athlètes. Pour le CIO, l'enjeu était d'essayer de trouver une solution pour sanctionner la Russie, mais ne pas revenir au statu quo d'avant la guerre, donc il fallait trouver certains éléments pour en « rajouter un peu », entre guillemets, ce qui a amené cette idée de ne pas faire participer les équipes des sports collectifs, et de faire en sorte que les athlètes russes et biélorusses n'aient pas de liens avec soit les ministères de la Défense du Bélarusse ou de la Russie, soit les autorités du type pouvoir russe, le Kremlin, etc. Et enfin, ces athlètes ne pourront pas participer à la cérémonie d'ouverture, ce qui est assez nouveau. C'est-à-dire qu'ils seront présents dans certaines compétitions, mais ils ne participeront pas à cette cérémonie d'ouverture. Alors évidemment, du côté de la Russie et du Bélarusse, j'ai vérifié avant de venir les déclarations des uns et des autres, des cris d'orfraie ont été poussés. Il faut comprendre qu'une forme de rupture est maintenant consommée. Du côté de Vladimir POUTINE et consort, on a déclaré finalement que les dirigeants du CIO étaient « néonazis » et « russophobes », des expressions qui reviennent régulièrement depuis le début de la guerre. Et du côté d'Alexandre LOUKACHENKO, le dirigeant biélorusse, on a dit qu'il fallait que les athlètes biélorusses aillent à Paris 2024 pour justement essayer de se battre contre d'autres athlètes pour montrer la bien portance du système biélorusse.

Frédéric BRINDELLE

Et donc par voie de conséquence, de par cette décision, l'idée d'une trêve olympique respectée par la Russie semble plus que compromise.

Lukas AUBIN

Oui. D'ailleurs, Vladimir POUTINE a déclaré très récemment qu'à partir du moment où un certain nombre d'organisations du sport et de pays ne respectaient pas les règles écrites par le CIO au préalable, la Russie ne respecterait pas un certain nombre de règlements, dont la trêve olympique.

Frédéric BRINDELLE

Pour solliciter Samuel DUCROQUET sur cette question, il est clair que par rapport à ce choix concernant les athlètes russes et biélorusses, la France a été dans le sens du CIO.

Samuel DUCROQUET



Ce qu'il faut avant tout rappeler, c'est que la France a fait le choix de respecter l'autonomie du mouvement sportif international, donc du CIO et de l'IPC. Ce n'était pas une option évidente compte tenu du contexte. Il faut peut-être rétrospectivement un peu, pour parler des positions du CIO en février 2022, lorsque l'invasion russe a commencé en Ukraine avec le soutien de la Biélorussie. Face à la stupeur, face à la violence de cette agression inédite sur le continent européen, la position du CIO a d'abord été de réagir politiquement, forcément.

Et par ailleurs, c'est quelque chose qu'on a eu tendance à oublier, c'était initialement pour protéger l'intégrité des athlètes et l'intégrité des compétitions internationales. Il y a donc eu cette parenthèse dans la participation des athlètes russes et biélorusses aux compétitions internationales. Mais c'était un choix contre nature pour le Comité International Olympique, selon les mots-mêmes de son président Thomas BACH. Cela n'allait pas de soi. Progressivement, il y a eu un certain nombre de signes du mouvement sportif international laissant entendre que c'était une situation qui ne pouvait pas durer. Nous avons senti assez rapidement fin 2022, début 2023 encore davantage, qu'on allait s'orienter vers une réintégration. Ce qui est un terme moyennement opportun, puisqu'il donne le sentiment qu'on passe l'éponge, ce qui n'est pas le cas. J'en viens à la position de la France, lorsqu'on a vu à quelles conditions le Comité International Olympique et l'IPC accepteraient de laisser les athlètes russes et biélorusses participer aux compétitions. Cette décision a semblé être proportionnée et en même temps juste par rapport aux athlètes n'ayant pas de relations avec les forces de sécurité intérieure, avec l'armée, donc n'étant pas sous contrat, n'ayant pas soutenu de manière explicite le conflit en Ukraine, n'appartenant pas au sport par équipe et acceptant par ailleurs, quatrième critère, de concourir

sous le statut d'athlète individuel et neutre. Dans ces conditions, nous respecterions la décision du Comité International Olympique. A partir du moment où l'on accepte d'organiser les Jeux olympiques et paralympiques sur notre sol, nous avons un contrat de ville hôte, et un certain nombre d'engagements vis-à-vis du mouvement olympique. Nous étions aussi dans une logique d'accueil de la compétition selon des modalités du CIO. En revanche, ce que nous avons rappelé, c'est que nous serions très vigilants sur la mise en œuvre de ces critères. Vous savez qu'il y a de nombreuses initiatives prises aujourd'hui pour procéder à ces vérifications. Il y a les processus internes des fédérations internationales, suivis du Comité International Olympique avec ce trio censé examiner le respect des critères pour les athlètes. Et au-delà de cela, des espèces de contre-pouvoirs se sont mis en place. Sauf erreur, la liste des athlètes russes et biélorusses autorisés à participer n'a pas encore été dévoilée.

Frédéric BRINDELLE

Sachant que toutes les fédérations internationales n'ont pas la même attitude, la Russie étant très présente et très influente dans certaines, je pense notamment à l'escrime.

Samuel DUCROQUET

Je ne peux pas me prononcer pour l'ensemble du mouvement sportif. Je présente l'argumentaire du Comité International Olympique et accessoirement, la position de la France. Mais ceci entre aussi dans la logique des recommandations. En mars 2023, le CIO a émis des recommandations vis-à-vis de la participation des athlètes russes et biélorusses, confiant aux fédérations internationales la responsabilité de respecter ou non ces recommandations. Cette marge de manœuvre a été effectivement saisie par certaines fédérations internationales, le cas le plus emblématique étant bien sûr l'athlétisme avec le refus de la Fédération internationale d'athlétisme de laisser participer les athlètes russes et biélorusses, même si les quatre critères précités étaient respectés.

Frédéric BRINDELLE

Jenő KAMUTI, votre point de vue en tant qu'ancien athlète et président du Comité International du Fair Play ?



Jenő KAMUTI

Tout d'abord, je vous salue tous, vous qui vous intéressez aux problèmes des Jeux olympiques aujourd'hui. Est-ce que vous permettez que je lise mon texte ? Grâce à l'escrime, j'ai commencé à étudier la langue française chez moi, à Budapest, mais à cette époque-là, quand j'étais jeune, on ne pouvait pas apprendre d'autres langues que le russe. Ma mère a décidé de trouver un

professeur de français et elle m'a dit : « Jenő, tu seras champion du monde d'escrime, il faut que tu connaisses la langue française. »

Frédéric BRINDELLE

Nous avons ici plusieurs représentants du monde scolaire, ils vont tous vous dire que votre professeur de français était excellent ! Allez-y, vous pouvez nous livrer votre texte.

Jenő KAMUTI

Tout d'abord, je tiens à vous réexprimer mes remerciements pour l'organisation de ce forum et pour votre invitation. Je m'adresse à vous en tant que président du Comité International du Fair Play, organisation fondée ici, à Paris, il y a 60 ans à l'initiative de Jean BOROTRA, célèbre champion de tennis. J'espère sincèrement que nous pourrions ici exprimer notre opinion, principalement sur une situation politique qui s'est développée à l'heure actuelle, et faire une proposition réaliste et concrète pour résoudre le problème qui se pose. Le concept du fair-play n'a peut-être jamais été aussi important du point de vue du sport et de la société. Lorsque Pierre de COUBERTIN a créé les Jeux olympiques modernes, il a écrit dans les statuts que la politique ne devait pas contrôler, surtout pas diriger le mouvement olympique. Mais il a également déclaré que tous les participants aux Jeux olympiques devaient établir de bonnes relations avec les politiciens. Comme nous le savons depuis lors, au cours des 120 dernières années, cette idée a changé, divers guerres, actes de terrorisme et crises ont eu lieu dans le monde. Selon l'enquête de l'ONU la semaine dernière, 51 pays sont actuellement en guerre ou conflit armé. Il y a quelques semaines, lors de la conférence du CIGEPS au siège de l'UNESCO, le Comité intergouvernemental pour l'Éducation physique et le Sport, j'ai ressenti l'attente de la société envers le sport, notamment envers les Jeux olympiques, que les organisations sportives et le mouvement olympique lui-même puissent assumer activement un rôle plus important pour influencer les politiciens. Je trouve regrettable que la guerre russo-ukrainienne qui dure depuis plus de deux ans, ainsi que le tout aussi tragique conflit israélo-palestinien, aient divisé l'unité du mouvement olympique, que certaines fédérations sportives internationales n'acceptent ou ne soutiennent pas la position de l'ONU et du Comité International Olympique. Chaque année avant les Jeux olympiques, l'ONU annonce la trêve olympique par un vote unifié. On voit que cet appel n'a pas de résultat concret, les conflits continuent, même pendant les Jeux olympiques. Cette situation actuelle conduit à des divisions sur certaines questions, plus précisément en ce qui concerne la participation des athlètes aux Jeux olympiques suite à la guerre russo-ukrainienne. Certaines organisations sportives internationales n'acceptent ou ne soutiennent pas la position de l'ONU et du CIO, brisant ainsi l'unité du mouvement olympique. En tant que président du Comité International du Fair Play, je suis d'accord avec tous ceux qui permettent aux athlètes russes et biélorusses de participer aux Jeux olympiques sous statut neutre. En effet, nous ne pouvons pas juger de la participation d'un athlète uniquement au regard de l'aspect sportif.

Frédéric BRINDELLE

Merci Jenő KAMUTI, statut neutre, c'est ce que vous recommandez.

Jenő KAMUTI

J'aimerais ajouter une chose. J'ai participé à cinq Jeux olympiques, mais je n'ai pas pu aller à Melbourne en 1956, à cause de la révolution en Hongrie. Mon père était politiquement engagé et je n'ai pas reçu de passeport pour aller aux Jeux olympiques en Australie.

Frédéric BRINDELLE

Jenő, nous allons continuer avec nos autres invités, mais je vais revenir vers vous, car votre vécu est effectivement central vis-à-vis de notre thème. Michel TAUBE, 51 pays actuellement concernés par un conflit ou une guerre, cela fait beaucoup. Est-ce que l'idée de trêve olympique dans le monde est envisageable aujourd'hui ?

Michel TAUBE

Je pense que l'idée de trêve olympique va bien non seulement, bien évidemment, avec le CIO et la charte olympique, cela renvoie à l'histoire même de l'olympisme, mais je trouve que l'idée de la trêve olympique va bien aussi avec l'idée que se fait la France de son rayonnement et de son influence dans le monde. Je pense que la France fait partie de ces rares pays, et on le lui reproche parfois, qui essaient de discuter avec tout le monde, de ne fermer aucune porte et d'être en fait un pays passerelle, un pays médiateur. Je trouve que dans une période aussi violente, aussi conflictuelle, avec 51 pays touchés par des conflits, le fait que les Jeux olympiques se tiennent à Paris, c'est peut-être une chance de faire avancer un petit peu cette idée idéaliste, utopique de la trêve olympique. Et d'ailleurs, en tant qu'éditorialiste, en tant qu'éditeur, je suis très content que le sujet de la trêve olympique se politise, soit pris en main par des politiques. Lors de sa visite à Paris il y a trois semaines, le président chinois, XI JINPING, a pris la parole pour dire devant le président MACRON qu'il soutenait cette idée d'une trêve olympique. Je ne sais pas si les deux chefs d'état français et allemand en ont parlé ces trois derniers jours lors de la visite d'état d'Emmanuel MACRON en Allemagne, mais je l'espère, parce que je pense qu'en fait, il faut répéter comme une forme d'incantation l'idée de cette trêve olympique, sans être dupes évidemment, tout en sachant qu'il va être très difficile de faire cesser la fureur des armes dans ces 51 conflits. Mais encore une fois, je trouve que cette idée va bien, non seulement à l'olympisme, mais à la France, dans son idéalisme international. La deuxième chose que je voulais dire, c'est que pour moi, si nous voulons vraiment un tant soit peu donner sa chance à cette idée de trêve olympique, il ne faut surtout pas mélanger les sujets de la trêve olympique. C'est-à-dire la suspension des conflits, des armes pendant quelques heures, quelques jours, quelques semaines, et les autres considérations politiques qui peuvent venir se greffer sur les enjeux de Paris 2024. Je veux dire par là que la question de la participation des athlètes de tel ou tel pays à

Paris 2024, ce n'est pas le même sujet que celui de la trêve olympique, ce n'est pas du même ordre. Si nous voulons vraiment donner ses chances à la trêve olympique, il faut se concentrer dessus et voir dans quelle mesure, dans tel ou tel conflit, l'organisation des Jeux olympiques peut faciliter les choses. Je vais vous donner un exemple que Frédéric aime bien citer, notamment dans les excellentes chroniques « Dans les yeux de Paris 2024 », que Frédéric a écrites dans Opinion Internationale : les deux Corées lors des Jeux olympiques d'hiver de Pyeongchang en 2018. Nous avons pu assister à deux, trois petits moments d'idéal, d'utopie avec l'équipe de hockey féminin, et les deux délégations défilant ensemble lors de la cérémonie d'ouverture. Mais ce qui s'est passé en Corée en janvier 2018 a certainement contribué aussi à ce qu'un an et demi après, le président des États-Unis, Donald TRUMP, rencontre à la frontière des deux Corées le président de la Corée du Nord.

Frédéric BRINDELLE

Vous dites que le sport, c'est très politique, Michel, c'est votre point de vue.

Michel TAUBE

Oui, mais je veux dire par là que dans l'idéalisme du sport, il peut arriver parfois que l'olympisme et l'esprit olympique servent un peu à donner le la, et envie à d'autres de s'y engouffrer. La troisième chose dont je voulais parler, c'est la question du conflit Ukraine-Russie. En tant qu'éditeur, je suis clairement engagé pour un soutien à l'Ukraine, je suis éditeur d'un livre que j'aimerais vous présenter en deux secondes, « Ma guerre illustrée d'Ukraine », qui est un recueil d'illustrations de presse de soutien à l'Ukraine, que le Président de la République, Emmanuel MACRON, devrait remettre prochainement au président ZELENSKY lorsqu'il ira en Ukraine. Mais le conflit qui m'inquiète le plus pour les Jeux olympiques de Paris 2024, ce n'est pas le conflit Ukraine-Russie, c'est ce qui se passe entre Israël et le Hamas. C'est beaucoup plus sensible, et nous le voyons tous les jours dans les rues de France en ce moment.

Frédéric BRINDELLE

Justement, nous en arrivons à ce deuxième point, je voulais solliciter Lukas AUBIN. Nous venons de parler de la tendance générale autour de cette question de la participation des athlètes russes et biélorusses, donc du conflit russe et ukrainien, et de la notion de trêve. Intéressons-nous à un autre point qui touche notre quotidien, celui d'Israël et du Hamas. Lukas AUBIN, peut-on envisager l'idée d'une trêve olympique qui arrêterait les frappes ?

Lukas AUBIN

C'est une vaste question : le sport a-t-il le pouvoir d'arrêter les balles ? Ce que je peux dire, c'est que dans le cadre du conflit russo-ukrainien, la problématique, vous l'avez dit Michel, est tout à fait différente. Il s'agit d'un pays qui cherche à en envahir un

autre, et qui de fait, s'il devait disposer de deux semaines ou un mois de trêve, pourrait tout à fait utiliser ce moment pour, je ne sais pas, se ravitailler en force, préparer ses soldats pour une contre-attaque, que ce soit du côté ukrainien ou du côté russe en réalité. Pour ce qui se passe dans la bande de Gaza, entre Israël et la Palestine, c'est tout à fait différent, bien sûr. Si la trêve olympique pouvait être respectée, on pourrait tout à fait imaginer trouver une solution diplomatique, avec notamment Benyamin NETANYAHOU, dans l'urgence dans laquelle nous nous trouvons. Étant donné que les Américains, que la France par exemple rappelle régulièrement à Benyamin NETANYAHOU de cesser ces frappes, notamment sur les civils, etc, deux semaines ou un mois de trêve pourraient permettre peut-être une forme de révolution. Après évidemment, le sport n'a pas non plus tous les pouvoirs, et on peut aussi tout à fait imaginer, malheureusement, que Benyamin NETANYAHOU accélère son offensive à l'aune de Paris 2024.

Frédéric BRINDELLE

Pour les athlètes israéliens qui vont défilier, qui vont participer aux compétitions, si les frappes sont terminées, ce ne sera pas le même environnement pour eux. Nous l'avons vu tout simplement au concours Eurovision de la chanson, pour la pauvre représentante israélienne.

Lukas AUBIN

Bien sûr. Et l'enjeu, il est aussi là, c'est-à-dire qu'il y a un enjeu réputationnel, et bien entendu, si les athlètes israéliens par exemple devaient être sous pression, si le CIO disait : « Si la guerre continue, alors tels ou tels athlètes ne pourront pas participer parce que le règlement n'est pas respecté »... Cela pourrait peut-être aider finalement à mettre la pression sur tel ou tel état, et potentiellement à faire cesser les guerres. Rappelons-le, les Jeux olympiques et paralympiques aujourd'hui sont l'événement le plus regardé de la planète dans les médias, ce qui représente quatre à cinq milliards de téléspectateurs. Chaque État cherche à être présent pour pouvoir diffuser son image, la plus belle possible évidemment, et potentiellement, participer à l'organisation d'autres événements de ce type dans le futur. Donc, pour que le sport ait réellement un poids dans ce contexte-là et pour que la trêve olympique soit efficace, il faut à mon sens aussi qu'il y ait une contrepartie, que les États en guerre en paient le prix à un moment donné, si ce n'est le prix sportif qui finalement est peu coûteux par rapport au prix des vies humaines, bien sûr.

Frédéric BRINDELLE

Samuel DUCROQUET, sur le conflit Israël-Hamas, quelle est la position de la France, et surtout, en plus de cette position, peut-être la stratégie, parce que nous sommes à 59 jours du début des Jeux olympiques... Qu'est-ce qui est possible, qu'est-ce qui est souhaitable ?

Samuel DUCROQUET

Alors, sur la trêve olympique, nous sommes intervenus en deux temps si je puis dire. Conjointement avec le Comité International Olympique et le Comité d'Organisation des Jeux de Paris 2024, à New York, pour faire passer cette trêve olympique qui, rappelons-le quand même, si l'on reprend son titre exact, porte sur l'édification d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique. D'une certaine manière, il y a une forme d'obligation morale à essayer d'utiliser ce contexte particulier, cet événement le plus regardé au monde, qui rassemble le plus grand nombre de délégations au monde et un volume considérable de public varié, différent, influent pour tout un tas de raisons. Parce que les athlètes aujourd'hui disposent d'une aura considérable. On sait que pendant les Jeux, il y a un certain nombre de règles dictées par le Comité International Olympique sur l'usage de la parole et des propos politiques. Néanmoins, en dehors des compétitions, cela existe, avec des dizaines de milliers de journalistes présents... Nous avons donc un focus sur un événement unique qui nous impose de prendre des initiatives, et ce que disait tout à l'heure Michel est tout à fait juste, la France ne peut pas se résigner à ne pas saisir une telle opportunité. C'est le sens du deuxième temps qui a été exprimé par le Président de la République lorsqu'il a appelé à une trêve olympique, à une cessation de tous les conflits sur tous les théâtres. J'en viens à votre question, pas uniquement en Ukraine, mais également à Gaza où notre position demeure la même, mais amplifiée par ce contexte favorable. C'est-à-dire un cessez-le-feu immédiat et durable, une libération de tous les otages. Pour les victimes, un accès à l'aide humanitaire massive, notamment via Rafah pour permettre à la population civile de l'enclave de Gaza d'accéder aux soins et aux besoins de première nécessité. Donc cette position de la France s'inscrit et s'illustre aussi dans cette trêve olympique. Je reviens sur l'Ukraine aussi, puisque forcément, des parallèles sont régulièrement faits. La réaction de Vladimir POUTINE sur son intention de ne pas respecter la trêve ne nous surprend guère. C'est lui qui à trois reprises a déjà violé cette trêve olympique, comme s'il y avait presque une incitation à violation de l'intégrité territoriale des pays voisins.

Frédéric BRINDELLE

C'est l'un de ses jeux favoris malheureusement, oui.

Samuel DUCROQUET

Et c'est à lui, en tant qu'agresseur, qu'il incombe de faire taire les armes. Nous sommes vraiment dans une logique où il faut placer les acteurs face à leurs responsabilités, et c'est aussi le sens de la trêve olympique.

Frédéric BRINDELLE

Michel TAUBE, il est peut-être là l'enjeu, quand on fait le parallèle entre Russie-Ukraine d'un côté et Israël-Hamas de l'autre : nous avons une sanction contre les athlètes russes et biélorusses, il y a forcément un non-respect de la trêve olympique de la

part de l'agresseur, en l'occurrence la Russie, mais il n'y a pas de décision particulière par rapport à la délégation israélienne. Il serait de bon aloi que le Premier ministre Benyamin NETANYAHOU respecte cette trêve olympique, au risque de se voir peut-être infliger une sanction ?

Michel TAUBE

Comme le Hamas devrait la respecter.

Frédéric BRINDELLE

Oui, mais le Hamas ne va pas défilier. En revanche, la Palestine va défilier.

Michel TAUBE

Oui, je suis d'accord, mais... Pour qu'Israël cesse ses agissements, il faut aussi qu'en face, ces conditions soient réunies. Ce que je voudrais souligner, c'est une chose qui a été dite par un des intervenants tout à l'heure et qui me paraît très importante. Une des raisons fondamentales, selon moi, pour laquelle la Russie a été ainsi sanctionnée, c'est que cela va bien au-delà du conflit avec l'Ukraine. Il y a dans l'histoire de la Russie, et de l'Union soviétique qui l'a précédée, une forme de politisation à outrance du sport, notamment avec le dopage, avec la façon d'utiliser les sportifs, de sorte que les sportifs russes se trouvaient pris en otage par un système politique qui ne voyait finalement dans le sport que ses intérêts politiques, plus que véritablement, rappelez-vous ce dont nous avons parlé ce matin, le sport pour les enfants, etc. Quelles sont les intentions du pouvoir ? Je pense que dans cette sanction de la Russie, qui est certes très dure, il y a aussi une réponse à une politisation très malvenue, très mal utilisée. Et pour revenir sur le conflit entre Israël et le Hamas, Israël et les Palestiniens, permettez-moi d'ouvrir une petite parenthèse, mais je pense que politiquement, pour la diplomatie française, pour l'ordre public en France, pour l'image de Paris 2024, cela va beaucoup se jouer sur la façon dont des manifestations risquent de se dérouler pendant les Jeux olympiques par rapport au conflit entre Israël et le Hamas. À mon avis, il va y avoir, je le crains vraiment, en contradiction complète avec l'esprit de l'olympisme, des attaques très dures envers les athlètes israéliens. Je suis très inquiet, il y a un climat de tension dans notre pays où véritablement ce conflit est en train de s'installer sur la scène politique française, on le voit avec les élections européennes, mais on le voit aussi avec de nombreuses manifestations. Par rapport aux fureurs de l'actualité internationale, on pourrait parler par exemple du conflit très dur qui a lieu en République démocratique du Congo, de la France qui essaie difficilement, parce que c'est très difficile, de jouer un rôle d'équilibriste avec le Rwanda, le président congolais, monsieur TSHISEKEDI, étant venu à Paris il n'y a pas longtemps, etc. On va donc essayer de peser sur tous ces conflits, j'en suis sûr, pour tenter d'obtenir quelques trêves. Mais le focus, je pense, doit vraiment être sur les enjeux qui vont se poser avec le conflit entre Israël et le Hamas.

Frédéric BRINDELLE

Ce qui nous renvoie d'ailleurs tristement aux Jeux de Munich de 1972, avec la prise en otage de la délégation israélienne au cœur même du village olympique. Jenő, peut-être un point de vue, vous vouliez nous faire part de cette vision du sportif qui finalement est montré du doigt et qui vit une pression terrible pendant les Jeux olympiques.

Jenő KAMUTI

Je voudrais raconter une petite histoire. L'année dernière, le Championnat du monde d'escrime s'est déroulé à Milan. La Fédération internationale d'escrime permet aux Russes une participation neutre, individuelle, mais pas en équipe. C'est donc déjà quelque chose qui est discutable. Selon les règles de la Fédération internationale, il faut se serrer la main après le match, c'est le protocole en escrime. La sabreuse ukrainienne Olga Kharlan a refusé de saluer son adversaire russe Anna Smirnova, qu'elle venait de battre. Elle a été disqualifiée par le jury. Je ne sais pas ce qui se passera ici, si aux Jeux olympiques...

Frédéric BRINDELLE

Alors justement, nous sommes là au cœur d'un problème, Samuel DUCROQUET, peut-être un point de vue là-dessus ? Cela nous ramène à quelques exemples, avec notamment ce judoka algérien qui préfère être disqualifié, ne pas se présenter plutôt que d'affronter un judoka israélien. Que se passera-t-il si un Kosovar rencontre un Serbe en judo, cela peut arriver... Que se passera-t-il avec un membre de la délégation Chine Taipei, parce qu'on ne dit pas Taiwan, qui n'est pas officiellement reconnu, mais le CIO permet tout de même à ce pays d'exister, donc là aussi, c'est une espèce de galipette diplomatique énorme. Que fait-on si un Azerbaïdjanais rencontre un Arménien ? Il va falloir gérer ces situations, c'est sur notre sol, Samuel DUCROQUET.

Samuel DUCROQUET

Oui et non. La réponse est relativement simple, il y a des règlements, les fédérations internationales ont des règlements, les compétitions prévoient un certain nombre de règles sur le comportement des athlètes. La réponse sera tout simplement le respect de ces règles, le respect du fair-play et le respect des règles sportives. Nous n'aurons pas de recommandations particulières à donner, nous, France, sur la manière dont les sportifs se comporteront sur le tatami ou sur le court de tennis.

Michel TAUBE

J'aimerais donner un autre exemple. Est-ce que la piste d'athlétisme du stade de France sera sur le sol français ? Ce n'est pas tout à fait vrai. Nous serons sur une zone presque extraterritoriale, qui est celle de l'olympisme. Je vous donne un exemple très concret : est-ce que des femmes voilées pourront concourir sur les pistes et les différentes compétitions de Paris 2024 ? La Fédération Française de Football interdirait toute expression politique ou religieuse, c'est l'article 1 de ses statuts, sur tout terrain

de sport, amateur ou professionnel. Mais là, nous aurons des athlètes qui concourront, voilées, quels que soient les principes que l'on puisse avoir en France. A certains égards, je le regrette, notamment pour des raisons de philosophie personnelle, mais les Jeux olympiques, ce n'est pas tout à fait la France, comme ce ne sera pas, dans quatre ans, tout à fait les États-Unis. Et cette dimension-là, elle n'est pas simple à comprendre, mais c'est effectivement une donnée majeure de l'olympisme.

Frédéric BRINDELLE

Lukas AUBIN, par rapport à ce que nous venons de dire, est-ce que des pays vont s'emparer de ces Jeux olympiques pour faire passer des messages ? Je prends l'exemple du conflit au Yémen, parmi les adversaires directs du Yémen, il y a l'Arabie Saoudite qui prétend à l'organisation de Jeux d'hiver d'ailleurs, ce qui pose les problèmes que l'on connaît au niveau écologique. Mais ces pays qui ont en ce moment, comme le Qatar, un rôle de plus en plus influent sur la diplomatie et dans l'organisation d'événements sportifs, quelle est leur position par rapport à ces Jeux olympiques ? Est-ce qu'ils vont appuyer la trêve ?

Lukas AUBIN

De manière générale, je crois qu'il faut élargir un peu le propos, c'est-à-dire que l'enjeu pour Paris 2024 ne sera pas d'être les Jeux de la France et/ou de l'Occident, mais bel et bien d'être les Jeux du monde, car une majorité d'États de la planète sont non occidentaux, ils ont des systèmes souvent différents des systèmes des démocraties libérales disons « anciennes ». Et de fait, il va falloir accueillir tout le monde et montrer que finalement, cet événement n'est pas uniquement un événement qui se déroule à Paris, mais qu'il a vocation à réunir l'ensemble des peuples de la planète. Il est universel. C'est selon moi un enjeu qui est véritablement central. Et il est intéressant de voir que justement, tout à l'heure, Michel TAUBE disait que la Russie politisait effectivement le sport depuis des années. En réalité, on peut élargir cette réflexion à un certain nombre d'autres États. Quand on regarde le système sportif chinois, quand on regarde le système sportif biélorusse évidemment, nord-coréen, d'un certain nombre de régimes autoritaires en réalité, la politisation du sport existe. Et l'enjeu, c'est justement d'essayer d'intégrer ces États malgré ces systèmes-là.

Frédéric BRINDELLE

C'est-à-dire qu'il faut faire fi de nombreux problèmes ?

Lukas AUBIN

C'est compliqué de faire fi, évidemment, il y a des règlements à respecter normalement. Et justement, les comités olympiques doivent être séparés des États. Mais bien sûr, dans certains pays, ce n'est pas le cas. Il faut potentiellement pousser dans une direction pour justement apolitisier le sport de plus en plus, mais il faut bien avoir conscience qu'un certain nombre d'États autoritaires aujourd'hui ont fait du sport un instrument politique et géopolitique. Mais de manière générale, le monde est en train

de changer, j'en reviens à votre question, il y a un certain nombre de nouveaux acteurs qui deviennent importants dans le monde du sport d'un point de vue géopolitique. Ce qui peut être un atout dans le cadre de la résolution d'un certain nombre de conflits, puisque l'Occident ne peut pas tout, bien sûr, la France ne peut pas tout seule non plus. Et depuis les années 90, début des années 2000, nous avons vu émerger de nouveaux acteurs, la Chine par exemple, mais aussi les pays du Golfe, qui ont vocation à accueillir énormément d'événements sportifs dans le futur et à devenir des acteurs majeurs du sport, et qui pourraient saisir là une opportunité assez formidable de dire : « Regardez, vous nous critiquez beaucoup parce que nous polluons avec nos événements, mais nous pouvons, nous, nous servir de cet événement pour résoudre un conflit, notamment celui au Yémen ». Donc, peut-être tendre la main effectivement à ces états du Golfe aujourd'hui pour qu'ils aient un nouveau rôle dans ce contexte-là. Et de manière générale, on parle beaucoup de désoccidentalisation du sport, etc., ce qui ne signifie pas que l'Occident va disparaître, mais simplement que de nouvelles puissances arrivent, qu'elles équilibrent la géopolitique du sport à l'échelle mondiale, et qu'il va falloir composer désormais avec ces nouvelles puissances. Et elles ont probablement beaucoup de choses à apporter également.

Michel TAUBE

Juste une précision très importante par rapport à la neutralité que l'on pourrait, dans la conception française de la laïcité, attendre, espérer des athlètes : il faut rappeler l'article 50 de la charte olympique. L'olympisme lui-même exige dans son article 50 la neutralité religieuse et politique de tous les athlètes. Je voulais le préciser.

Frédéric BRINDELLE

Samuel DUCROQUET, j'ai une question précise pour vous : j'ai tenu une conférence auprès de l'Agence Nationale du Sport sur la gestion pour l'ensemble des coaches de l'échange avec la presse, et beaucoup de coaches ont évoqué la situation, notamment ceux de l'escrime qui disaient : « Et nous, si on vient nous poser la question, si on nous demande ce qu'on en pense, parce que la Russie est très influente dans notre sport, est-ce qu'il y a des recommandations pour ceux qui sont dans l'encadrement ? ». Il y a donc les sportifs, mais il y a aussi les coaches, il y a les présidents de fédérations, parce que la France a un poids diplomatique, vous l'incarne à travers le sport, est-ce que vous les conseillez également ? Parce que certains sentent qu'ils risquent de marcher sur des œufs...

Samuel DUCROQUET

Comme vient juste de le dire Michel, il y a des règles édictées qui sont valides pendant les Jeux olympiques et paralympiques. Sur les différents sites officiels et de compétition de Paris 2024, ces règles s'appliquent, y compris sur les dossiers politiques, etc. Donc c'est relativement simple. S'il y avait un besoin d'éclairage, d'explication sur un certain nombre de sujets, on pourrait, pourquoi pas, réfléchir à la manière non pas d'imposer une doxa, mais d'apporter un certain nombre d'éclairages sur certains points, cela

a déjà été fait par le passé, et nous pourrions imaginer recommencer. Mais ce n'est vraiment pas l'enjeu, il faut rappeler l'essence de l'organisation des Jeux de Paris 2024. Cet été, nous sommes dans une logique de rassemblement, de paix, de célébration. Et c'est cela avant tout, ce à quoi nous travaillons aujourd'hui, conjointement avec le Comité d'organisation et l'ensemble du mouvement olympique.

Frédéric BRINDELLE

Merci. Nous allons maintenant prendre des questions.

Intervenant 1

Bonjour, je rappelle simplement qu'il y a eu en 1980 des Jeux olympiques d'été en Union soviétique. Vous vous souvenez tous que l'Occident les avait boycottés, suite à l'invasion de l'Afghanistan, mais la France y a participé.

Frédéric BRINDELLE

La France et la Grande-Bretagne, qui ont défilé sous drapeau olympique.

Intervenant 1

Absolument. Merci pour cette précision. Il y a quelque chose, monsieur TAUBE, qui m'interpelle beaucoup et j'apprécie la façon dont vous placez ce débat. C'est-à-dire que sur une valeur forte, plus importante certainement que la participation des athlètes biélorusses ou russes, c'est en effet comment la diplomatie française, et je m'adresse aussi à vous, Monsieur DUCROQUET, peut mettre en exergue cette notion de trêve olympique plus puissamment encore. Je m'explique : j'ai été invité, le 8 mai de cette année, à l'occasion de la fête dite de la victoire, et j'y ai rencontré le président du sénat, Gérard LARCHER, ainsi que le ministre local de l'Eure-et-Loir, le ministre des Transports Guillaume KASBARIAN. Le matin même, j'avais assisté à une autre cérémonie chez moi, en Essonne, et j'avais interpellé le maire, en lui disant : « Nous sommes actuellement en 2024 dans une période spécifique où notre diplomatie française a une opportunité forte de marteler dans des occasions comme cela, que la trêve olympique doit être ici. » Eh bien, figurez-vous, je n'ai jamais entendu nullement, ni de la part de monsieur Gérard LARCHER ni de la part du ministre, cette trêve olympique souhaitée au moment de la trêve de la paix. Pour conclure, la question est la suivante : comment se fait-il que nos élus aujourd'hui n'aient pas suffisamment, disons de courage, de volonté dans des moments spécifiques, et que la diplomatie française se doit d'intervenir fortement, encore plus puissamment qu'elle ne le fait, plutôt qu'en sourdine. Le ministre des Transports m'a dit : « Oui, je voulais le mettre dans mon discours, mais je n'ai pas osé ». Osons, nous sommes chez nous.

Samuel DUCROQUET

Je comprends parfaitement votre question, mais le fait de ne pas marteler haut et fort nos intentions ne signifie pas que nous sommes inactifs. Je dois juste rappeler que le thème de la trêve olympique a été abordé à l'occasion de la visite en France de Xi

JINPING début mai, avec un soutien apporté par le président chinois à cette initiative. Il y a des initiatives, il y a des messages qui sont passés régulièrement, qui ne passent pas nécessairement par nos élus, qui ne partagent d'ailleurs pas toujours les mêmes sensibilités, mais il y a beaucoup de choses qui se font, beaucoup de messages qui passent. Alors oui, nous pouvons peut-être essayer de laisser entendre avec davantage de clarté ce que nous faisons et quand nous le faisons. C'est une question qui se pose. Néanmoins, je peux vous assurer que tout le monde est à pied d'œuvre pour essayer de faire bouger les lignes.

Frédéric BRINDELLE

Une autre question.

Intervenant 2

Merci. J'avais juste une question sur les Jeux de l'amitié, nous n'en avons pas parlé. Ce sont les fameux jeux pour concurrencer les Jeux olympiques de la part de la Russie. Est-ce que c'est vraiment une menace pour le CIO, ou est-ce que c'est encore un « coup de comm » de Vladimir POUTINE ?

Lukas AUBIN

C'est une très bonne question, nous le l'avons effectivement pas évoquée, vous avez raison. Pour contextualiser rapidement, Vladimir POUTINE a décidé de réinstaurer les Jeux de l'amitié qui ont existé une fois par le passé, c'était à l'occasion des JO de Los Angeles de 1984, où l'URSS n'était pas présente puisqu'elle avait décidé de boycotter l'événement. Vladimir POUTINE a « ressuscité » cet événement. Ensuite, il a lancé tout un arsenal d'événements sportifs parallèles, les Jeux des BRICS, Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, et les Jeux du futur qui se sont tenus il y a environ deux mois, à Sochi d'ailleurs. Évidemment, avec les Jeux de l'amitié qui vont arriver très bientôt, l'objectif affiché de Vladimir POUTINE, c'est d'essayer de créer des événements sportifs parallèles aux événements sportifs traditionnels, donc Jeux olympiques, Coupe du monde de football par exemple, pour essayer de montrer finalement qu'il y a une possibilité de modifier l'ordre mondial du sport tel qu'on le connaît. Pour les Jeux du futur, il a annoncé qu'un milliard de téléspectateurs avaient regardé l'événement, ce qui est très probablement faux, parce que qui a entendu parler dans cette salle des Jeux du futur ? À priori, pas grand monde. L'idée évidemment pour Vladimir POUTINE, comme souvent, c'est de paraître un peu plus gros que le bœuf, entre guillemets. Le sport est un vecteur de puissance de l'imaginaire, bien sûr, et il est assez fort pour cela. Mais je crois que concurrencer aujourd'hui le sport mondial sur son terrain, le sport mondial disons traditionnel, le CIO et la FIFA et ces organes du sport, me paraît hautement improbable. Après, évidemment comme souvent dans la stratégie de Vladimir POUTINE, il y a cette idée de diviser l'Occident pour mieux régner, et c'est au CIO et aux organes du sport traditionnels de rester solides sur leurs appuis pour éviter une désunion à terme.

Frédéric BRINDELLE

Volonté d'organiser un monde parallèle.

Lukas AUBIN

Exactement.

Frédéric BRINDELLE

Nous prenons une autre question.

Intervenant 3

Je souhaite apporter une précision concernant l'athlétisme. Les femmes ne sont pas voilées, c'est une exigence, nous avons fait le Championnat du monde, aucune femme n'était voilée. Et je partage votre inquiétude, nous avons des athlètes israéliens et israéliennes qui arrivent dans le top mondial, quel comportement auront les 50 000 spectateurs si nous avons des athlètes israéliens ou israéliennes en file ? Les athlètes entre eux, il n'y a pas de problème, la charte olympique s'applique, mais le comportement des spectateurs à ce moment-là, quel sera-t-il ? Je n'ai pas la réponse, mais j'ai de fortes inquiétudes là-dessus vu le contexte actuel, et le contexte risque de ne pas s'améliorer avec le conflit avec le Hamas.

Frédéric BRINDELLE

Est-ce que la réponse serait un sentiment d'impuissance par rapport à cette situation, ou pas ?

Michel TAUBE

Cela va être très compliqué à gérer, je le pense vraiment. Je pense que les Jeux olympiques sont un événement multidimensionnel, qui va se passer dans de très nombreux endroits. Effectivement, il y en a qui veulent vraiment en découdre, et qui veulent manifester, et utiliser les Jeux olympiques comme un prétexte pour faire de la politique, et c'est dommage parce que la trêve olympique, c'est aussi l'idée de respecter l'espace des jeux sportifs, en laissant nos artistes que sont les sportifs concourir avec le moins de pressions possibles, le plus d'encouragement à réussir. Cette dimension-là est très importante. Et je voulais encore dire deux petites choses, je trouve que dans l'idée de trêve olympique, il y a aussi cette idée d'avoir moins de violence dans le sport, à laquelle je tiens beaucoup. Parce que je trouve qu'il y a de plus en plus de violence dans le sport, manque de respect des arbitres, manque de respect des règles. Et tout se tient, en fait. Militer pour une trêve olympique, c'est aussi œuvrer, militer pour que dans le sport, les sportifs entre eux, notamment les jeunes respectent les règles du sport, etc. Dernière chose que je voulais dire, il y a dans la salle Mario GERVASI, qui est un homme extraordinaire, qui a fait plus de 18 000 sauts en parachute sur l'Everest, le pôle Nord, le pôle Sud. Dimanche dernier, nous étions ensemble au stade Charléty, où avaient lieu les Olympiades de la jeunesse organisées par la Société Française de la Légion d'Honneur, et Mario a sauté au-dessus du stade Charléty avec deux de ses collègues. Je crois qu'il va le refaire le 23 juin pour la journée olympique, un saut en

parachute envoyé comme un symbole à nos politiques pour les encourager à baisser les armes pendant quelques jours. Même si, encore une fois, c'est idéaliste, mais nous avons besoin d'idéal pour avancer.

Frédéric BRINDELLE

Et besoin de belles images, et c'en était une. Une dernière question peut-être ?

Général SIMONET

Bonjour, je suis le général SIMONET. Compte tenu de mes interventions dans le sport français, j'ai terminé comme commissaire aux sports et j'étais à ce titre le chef de la délégation française au conseil international du sport militaire. Et la devise de cette association, c'est l'amitié par le sport. Elle a été créée par des Français, des Belges, des Danois, etc., cinq nations en 1945. Nous étions en pleine guerre froide quand j'étais en activité, cela ne m'empêchait pas d'aller en Hongrie parce que sans la Hongrie, on ne pouvait pas faire de pentathlon moderne ni d'escrime, cela ne nous empêchait pas d'aller en Roumanie pour le rugby, en Russie pour le parachutisme. Et ce que je voyais dans mes déplacements, c'était l'amitié des sportifs. Et c'est à cela qu'il faut penser. Quels que soient les conflits actuels, il y aura une paix, donc il faut penser à l'après, et je pense que la devise du CISM, l'amitié par le sport, est toujours de mise.

Frédéric BRINDELLE

Merci, Jenő peut-être, pour un mot de conclusion ? Avec un message, un sentiment que vous voulez faire passer.

Jenő KAMUTI

Je voudrais vous donner un conseil, mais est-ce que vous permettez un exemple triste ? Quand j'ai participé aux Jeux olympiques de Munich, j'ai fini ma compétition heureux, parce que j'ai gagné une médaille d'argent au fleuret. J'ai dîné le soir avec un ami de la délégation israélienne. L'atmosphère était magnifique, j'avais gagné une médaille d'argent. Le lendemain matin, je me suis réveillé, j'ai regardé par la fenêtre, et j'ai vu mon ami, avec qui j'avais dîné, qui était mort. Onze athlètes israéliens avaient été assassinés. Je n'ai jamais oublié, j'ai peur toujours à cause des menaces actuelles, il y a beaucoup de brutalité, de terrorisme, de guerres, et c'est vraiment terrible. Ensuite, il y a eu le boycott de Moscou en 1980 et Los Angeles en 1984. Je vais citer quelques mots de René MAHEU, président de l'UNESCO ici, en France, il a écrit que ces Jeux olympiques annoncent également que malgré les nombreux conflits, le sport peut rassembler la jeunesse du monde autour d'un seul et noble objectif, et cet objectif ne peut être autre que la paix.

Frédéric BRINDELLE

Une très belle conclusion, merci, Jenő KAMUTI. Merci à Lukas AUBIN, directeur de recherche à l'IRIS, à Michel TAUBE, président d'Opinion Internationale et à Samuel

DUCCROQUET, l'ambassadeur du sport au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Pierre MOUGIN pour le mot de la fin ?

Jean-Pierre MOUGIN

Merci à nos intervenants pour ces débats très riches. Merci également à tous ceux qui ont contribué à l'organisation de ce beau forum, même si nous espérons un plus grand nombre de présents dans la salle sur un thème aussi important que celui-là. Mais je rappelle que les trois tables rondes ont été enregistrées et que nous produirons une vidéo synthétique de chacune d'elles, qui seront publiées sur le site Internet du CFFP et par Opinion Internationale. Je voudrais rebondir sur une question que m'a posée Michel TAUBE tout à l'heure, à savoir : « Mais que fait le Comité Français du Fair Play pour justement éviter les violences dans le sport ? ». C'est notre quotidien, nous travaillons en permanence pour défendre ces valeurs du sport, excellence, amitié et respect, que tout le monde connaît, les valeurs olympiques. Et nous avons ici le Code du sportif qui résume finalement ce que nous faisons au quotidien avec nos 400 membres. Ce que j'aimerais, et certaines fédérations le font déjà, c'est que ce Code du sportif apparaisse au dos des licences qui sont délivrées chaque année à chaque sportif, ou au moins sur le document qui accompagne l'envoi des licences. Il me semble utile de rappeler aux jeunes toutes ces valeurs du sport vraiment incontournables, qui ont été rappelées aujourd'hui. Merci en tout cas, Jenő, double médaillé olympique et président du Comité International du Fair Play, de nous avoir rejoints aujourd'hui, c'était vraiment un témoignage très fort. Bravo à toutes et à tous, merci aussi à l'animateur qui était excellent comme d'habitude.

Je vous donne rendez-vous le 23 juin pour la journée olympique en mémoire du discours de Pierre de COUBERTIN à la Sorbonne. Nous aurons l'honneur de mener une opération sur le site des Invalides qui accueillera les compétitions de tir à l'arc lors des JOP, Mario GERVASI sautera ce jour-là en parachute, l'opération a été financée par Allianz, l'assureur du comité de coordination. Nous ferons descendre un drapeau du Comité Français du Fair Play, un drapeau de la Fédération française de tir à l'arc, et un drapeau de Paris 2024.